Malaises dans l'identité

Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites

Brochure n°19 *Collectif Lieux Communs* Mai 2012

Sommaire

Introduction générale : *Les déshérités* **p. 3**

Post-scriptum sur l'identité nationale **(Tract)** **p. 11**
Contre la montée de l'insignifiance p. 11
Pour une identité ouverte p. 12
Une question sérieuse p. 13
La recherche d'identité comme projet politique p. 14

Malaise dans l'identité **(Analyse)** **p. 15**

Nous, immigrés arabes face à nos choix politiques **(Appel)** **p. 17**
Contre toutes les extrêmes droites p. 17
D'où parlons-nous ? p. 18
Les damnés de l'identitaire p. 24
Cachez cet Arabe que je ne saurais voir p. 26
L'impasse stratégique p. 28
Farces et douleurs en islam p. 30
Le pacte victimaire p. 33

Les élections tunisiennes entre l'oligarchie et l'islamo-gauchisme **(Interview)** **p. 33**

La confusion occidentale **(Polémique - Analyse)** **p. 45**
De l'accusation d' « extrême droite » p. 46
Les lueurs de l'Islam classique p. 48
Falsifier l'histoire... p. 51
… et faire disparaître la modernité p. 52
Enjeux politiques p. 58
Sortir de l'ethnocentrisme p. 60
Nos positions p. 63
Pour un renouveau du projet d'autonomie p. 66

Couverture : Jérôme Bosch (1480-1530), *Le Jardin des délices* (v. 1503-1504), détail.

Introduction générale

Les déshérités

- C'est quoi, ça ? Une brochure sur l'identité ! Mais dites-moi, vous n'avez rien d'autre à faire, là, avec la crise économique qu'on traverse et tous les mouvements revendicatifs qui apparaissent un peu partout ?

- Justement, on voudrait éviter les malentendus en série... Des mouvements émergent et vont se multiplier : alors on entend régulièrement des appels à la « convergence des luttes ». Mais dès qu'il s'agit de définir *autour de quoi* les luttes doivent converger, c'est le flou total. Chacun évite la question avec la peur panique d'apparaître divisés et chacun espère aussi secrètement que la fameuse « convergence » se fera (magiquement !) autour de *ses* aspirations à lui... On a ainsi des mouvements contestataires qui se caractérisent à la fois par des demandes d'État-providence, des exigences de sociétés de consommation, des crispations identitaires, des ruptures anomiques, etc. Si on veut contrer le chaos qui s'avance, il va falloir une orientation commune que les « indignés » nous semblent avoir approchée. Autrefois, on appelait ça une « conscience de classe », nous, nous le nommons une *identité collective*, c'est-à-dire un projet de société. Nous nous définissons d'abord par ce que nous voulons : la démocratie directe, l'égalité des revenus et la redéfinition collective des besoins.

- Oh là là… un projet défini à l'avance ! Au secours ! C'est comme ça que sont apparus tous les dogmatismes, tous les totalitarismes... Non, le mieux, c'est qu'on déclenche une insurrection, et on verra ensuite au fur et à mesure.

- Ce plan « brillant », c'est justement ce qu'on voit, encore et encore, depuis Mai 68... On va partout répétant que le projet n'est rien, que ce qui compte, c'est ce qui se passe au moment du soulèvement, que les solutions jailliront d'elles-mêmes, etc. Si le mouvement échoue, les insurgés rentrent chez eux sans perspectives tandis que d'autres en profitent pour se faire une place au soleil l'air de rien : on voit ça à tous les mouvements sociaux... Et s'il est victorieux, ceux qui chantaient le même air que toi profitent du vide pour imposer leur projet clos sur lui-même, non discutable et déconnecté des réalités : c'est la Chine de Mao, mais c'est aussi les suites des décolonisations et aujourd'hui des « printemps arabes »...

- Bon, bon, d'accord. Mais vos deux premiers textes, là, ils parlent du débat sur l'identité nationale ! C'est le terrain de l'extrême droite, ça. Toutes ces questions de cultures, de civilisations, d'immigration, c'est un rideau de fumée face à la baisse du niveau de vie, à l'oligarchie prédatrice, à la logique du profit. Moi, je préfère parler de la question sociale, de la redistribution des richesses, ce que certains appellent la lutte des classes.

- Personne n'est dupe sur les manipulations, mais elles ne doivent pas être le prétexte pour éluder les problèmes inédits : comme s'il y avait des sujets « de gauche », sur lesquels on est sûrs d'avoir raison, et des sujets « de droite » qui seraient tabous, parce qu'au fond, on ne sait pas y répondre. Tu ne crois pas qu'une telle division est une manière efficace de rendre *impossible* toute réflexion globale ? C'est *cela* le socle de l'oligarchie, parce que si tu n'affrontes pas les réalités dérangeantes, c'est elle qui s'en charge. C'est d'ailleurs à ça que sert le bulletin de vote.... A moins que tu n'aies peur de virer de bord : la pensée-slogan est un pare-choc pour se préserver d'un réel qui pourrait remettre en cause une vision du monde, des convictions... des identités... Par exemple, tu semble tenir à la question sociale : sais-tu de quoi tu parles ?

- Hé ho, ne me la fais pas : on parle des pauvres contre les riches. Ça ne vous est pas familier ? Et moi qui vous croyais anarchistes...

- Et moi qui te croyais de gôche, tu te mets à parler d'identité...

- Pas du tout!...

- …Tu viens pourtant à l'instant de nous *identifier* comme anarchistes...

- …Ouais mais rien à voir. L'anarchie, ce n'est pas une identité, c'est une volonté de transformation sociale radicale.

- Et pourquoi ce serait pas une identité ? Pourquoi continuer à accepter cette conception figée de l'identité comme héritage subi, définition de soi par le lieu et le moment de ta naissance ou de ce que la société à fait de toi ? Ça, c'est l'emprise de l'esprit du clan, l'affrontement ethnico-religieux, et c'est l'impasse : pas étonnant que ça te fasse peur. Mais on peut, au contraire, penser et revendiquer l'identité comme ce que tu veux être, ce que tu veux devenir, et la société que tu veux faire advenir. Ça ne peut pas être une auto-définition fixe, mais ouverte, réfléchie, discutable et sur laquelle tu as prise. On pourrait même définir l'autonomie que nous voulons comme la capacité à discuter et à interroger sa propre identité... Nous cherchons à briser les clôtures dans lesquelles s'enferment et se sclérosent les identités afin de

créer des identités ouvertes, c'est-à-dire qui permettraient leur propre remise en cause, qui assumeraient leur indétermination. On conçoit alors l'identité comme désir, envie, volonté, et comme on parle de politique on retrouve l'idée de projet de société. En ce sens, faire la connaissance de quelqu'un n'est pas lui demander « *qui es-tu ?* », mais « q*u'est-ce que tu veux être ?* ». Tu admettras que ces idées ne courent pas les rues...

- Forcément, et c'est à cause de la société de consommation qui abrutit tout le monde et le matraquage médiatique et les manipulations politiciennes qui jouent sur la peur...

- Mais c'est aussi à cause de la capitulation devant leur définition unilatérale du terme d'identité, c'est-à-dire un sens hétéronome et « réactionnaire ».. Quant à l'aliénation du peuple, elle t'épargne miraculeusement à t'entendre... Tu parles comme si les gens étaient irresponsables, c'est quand même problématique pour quelqu'un qui souhaite une réelle démocratie, donc le peuple au pouvoir, non ? Essayons de parler aux gens à égalité, quels qu'ils soient, et éviter les démagogies. Tu parlais de luttes des classes et maintenant tu me dis que les gens sont aliénés : il faudrait savoir.

- C'est une dialectique : c'est la révolte qui émancipe, tu le sais bien.

- Et toi tu essayes d'oublier que l'envie des pauvres de devenir comme les riches ne date pas d'hier... On a bien vu, en août dernier, pendant les « révoltes » des grandes villes britanniques la profonde adhésion de la dite *underclass* aux codes et aux valeurs de la société de consommation : « *C'était comme Noël* » disait une jeune, une fête, une occasion de plus pour consommer. Dans le meilleur des cas, c'était l'expression d'une colère vague et d'un ressentiment, sans la moindre articulation d'un projet quelconque de changement de la société en place. Ce qui est intéressant, c'est quand les pauvres veulent un monde d'égalité : Il suffit de les côtoyer aujourd'hui, si par chance tu n'en es pas, pour se rendre compte de leur adhésion profonde à la société telle qu'elle est. C'est cela que nous appelons l'identité, c'est le projet que tu arrimes à ta colère. Tu n'es pas partisan de la politique du pire ?

- Bien sûr que non, et je ne fais pas partie de ceux qui pensent que tous les pauvres sont des révolutionnaires en puissance ! Donc on est d'accord : il faut convaincre les gens.

- D'abord, je ne vois pas ce que ça veut dire de « convaincre les gens ». Là encore, tu les prends pour des idiots. L'héritage du mouvement révolution-

naire du siècle dernier est perçu comme, et est en grande partie, *catastrophique.* Et les pratiques militantes actuelles sont la plupart du temps dignes des pires régimes qui en sont issus. Pas étonnant que les populations cherchent d'autres perspectives.

- D'accord, mais regarde : l'extrême gauche a de nouveau le vent en poupe, et ça va continuer...

- Doit-on vraiment se réjouir de cette amnésie générale ? Cela ne t'inquiète pas de voir des démagogues staliniens surfer sur le mécontentement populaire ? Et tu remarqueras que la peur panique du déclassement se traduit aussi très facilement en termes d'extrême droite. La logique du bouc émissaire réduit l'analyse politique à un va-et-vient entre la dénonciation de l'oligarchie et la stigmatisation des minorités. Pas de quoi crier victoire, vraiment. Sans parler des promesses de croissance infinie au moment où on rend la planète invivable... Ne me dis pas que tu adhères à ça ?

- Non, non, heu... C'est tactique... Et ça permet au moins de barrer la route au Front National.

- Drôlement efficace, dis donc... Dis-moi plutôt que ça te sert d'antidépresseur, jusqu'à la prochaine désillusion... Tu remarques quand même que ces brillantes « tactiques » font long feu, non ? Les ressorts de l'extrême droite française, ou plutôt de ce populisme droitier, sont totalement *intacts*, se renforcent même, et son discours se diffuse. A la racine de ça, c'est le *vide*, le vide de nos existences pleines de babioles, le vide d'un monde où ces babioles viendraient à manquer, le vide politique où l'on ne propose que des babioles... Et le vide *identitaire*, évidemment démultiplié par tous ces discours bien-pensants qui répètent que la question ne se pose pas... L'empressement à « convaincre les gens » a souvent l'air d'une manière de raffermir des positions bien bancales...

- Pff... T'es dur...

- Bof, ce qui est encore plus dur c'est de s'épuiser à vouloir aplatir la complexité du réel pour que ça nous convienne : ça marche pas et ça arrange rien ! Comme des adolescents, chacun se bricole sa petite identité, ou plutôt plusieurs, selon les circonstances, et on passe de l'une à l'autre, sans trop savoir, au fond, qui on est, ni ce qu'on veut vraiment... C'est le règne de l'opportunisme dépressif ou agressif. Pas vraiment étonnant qu'on assiste ensuite, à un retour fantasmatique aux origines, à une fixation sur une croyance, à la renaissance des idéologies archaïques et réactionnaires, à

des poussées d'intolérances, à l'engagement suicidaire, etc. ?

- Ouais, les mouvements d'extrême droite partout en Europe...

- Entre autres... Je pensais aussi aux milieux gauchistes ou libertaire, qui sont extrêmement « identitaires », avec leurs codes vestimentaires ou langagiers, leurs folklores, leurs tabous, ou encore à l'écologisme, les mouvements néo-ruraux, l'hygiénisme bio.... Et partout, bien entendu, les extrêmes droites, dont la version musulmane et son importation.

- Oui, j'ai vu que vous avez un texte sur les immigrés, enfin, une critique des Arabes immigrés « par eux-mêmes »... Je n'avais jamais lu ça auparavant... Mais bon, en tant que révolutionnaire, ça me chiffonne qu'on critique les pauvres et les exploités comme ça, d'autant plus qu'il s'agit de victimes du racisme néocolonial...

- Oulah... Quelquefois, la vérité est ailleurs tu sais, et tu veux pas toujours la voir on dirait : en une phrase, tu viens d'assimiler les immigrés aux pauvres et les pauvres aux révolutionnaires. Tu sous-entends qu'il ne faut critiquer ni les uns ni les autres, et tu ressuscites une figure de messie révolutionnaire damné de la terre/prolétaire. Juste avant tu laissais plutôt supposer qu'il n'y avait pas grand-chose à attendre du peuple « qu'il fallait convaincre ». J'ai plutôt l'impression que ces raisonnements nous enferrent dans un infernal imbroglio : ou bien on surcharge le peuple de fantasmes subversifs en l'écrasant d'une responsabilité dont on se décharge bien facilement ; ou bien on le méprise en pensant avec condescendance qu'il faut lui inculquer la bonne parole. Dans les deux cas on évite la rencontre et la possibilité de travailler ensemble d'égal à égal à la création d'un projet de société pour l'égalité et la liberté. Et nous pensons que c'est à cet ouvrage qu'il nous faut trouver le courage de nous atteler. Bien sûr, les adversaires et obstacles sont nombreux, mais plutôt que de chercher sans cesse des excuses pour expliquer nos défaites, nous préférons pointer nos faiblesses, celles des forces d'émancipation car c'est sur elles que nous pouvons directement agir. On sera d'accord, c'est moins facile, et souvent moins bien reçu que de tirer à boulets rouges sur les « méchants » en faisant croire qu'ils se maintiennent au pouvoir sans aucune implication de la population... Mais si je te laisse faire, dans cinq minutes, tu vas nous dire qu'on fait le jeu de la droite, comme on le reprochait aux critiques de l'URSS dans les années 50, non ?

- (d'un air penaud) Euh nan... Pas du tout... Mais en période difficile, il faudrait plutôt serrer les rangs...

- Là encore, tirons des leçons des erreurs passées, et observons que durant plus d'un demi-siècle, « on » a défendu des régimes totalitaires et des pratiques innommables, sous prétexte de « serrer les rangs », et que cela a participé à la *ruine* du mouvement ouvrier et de ses suites. C'est le même mécanisme vis-à-vis de l'islam, qu'il faudrait maintenant défendre contre la « droite » plutôt que de lutter contre la bigoterie conquérante... C'est délirant... Tu dis que tu parles aux gens à égalité, mais certains devraient être critiqués plus que d'autres : haro sur le Français qui vote Le Pen, mais on comprend le Tunisien qui vit en France, et qui, d'ici, vote pour les islamistes là-bas !

- Non mais quand même, ce sont des minorités dominées... Il ne faut pas oublier non plus que les Français sont encore porteurs d'une idéologie néocolonialiste, qui stigmatise les Arabes, les Noirs, etc.

- Mais il ne faudrait pas non plus troquer sa responsabilité d'adulte contre une petite culpabilité de nanti facilement allégée en spéculant sur la bonté des cultures traditionnelles dans les salons parisiens... Nous, nous parlons des *quartiers* où malheureusement la jeunesse devient trop souvent franchement réactionnaire et que tu serais le premier à combattre si elle était franco-française... Ne nous voilons pas la face, en France, les extrêmes droites nationale et musulmane se nourrissent mutuellement. Il y a de l'enjeu, et ça ne date pas d'hier : L'affaire du « voile islamique », ça a commencé il y a plus de vingt ans, et tu as dû remarquer que Mohamed Merah aurait pu être le fils de Khaled Kelkal... Les Frères musulmans, Khomeny, l'Algérie du FIS, c'était quand ? En tant qu'internationaliste, tu ne te renseignes pas sur ce qui se passe non seulement en Arabie saoudite, au Pakistan ou en Malaisie, mais aussi au Nigeria, au Mali, en Égypte ou en Tunisie ?

- Si, je lis les journaux... Mais c'est dû à la misère, tout ça, si tout le monde vivait dans l'abondance, il n'en serait pas question. Ici encore, ce n'est pas la culture ou l'identité, c'est une question de domination et d'exploitation.

- Encore... Du pain et des jeux, c'est ton programme politique ? Ce n'est pas faux : si on abandonne Dieu pour les rayons de Carrefour, et que ceux-ci menacent de se vider... Mais vu que la société industrielle est derrière nous, il va falloir réapprendre la pauvreté... Alors il te reste à expliquer pourquoi, au cours de l'histoire, tous les pauvres n'ont pas versé dans l'intégrisme et la xénophobie – certains ont fait des révolutions sociales et politiques, tu le

sais bien – et aussi pourquoi ce ne sont pas toujours les plus pauvres qui en sont porteurs. C'est la culture de l'individu et de sa collectivité qui *donne un sens* à ce qui est vécu : en soi, avoir un accès restreint à la société de consommation n'est ni un bien ni un mal. Mais ta remarque montre bien cette complaisance gauchiste qui s'étale sans complexes dans les pays arabes.

- Rien à voir, ce n'est pas ça. Votre copain tunisien décrit l'alliance entre les gauchistes et les intégristes pour les élections d'octobre dernier : on en est pas encore là en France, quand même... Et il peut se permettre de dire des choses qui ici passerait pour islamophobes, surtout quand on voit combien le FN a réussi à séduire la population lors des présidentielles de 2012. Le mieux c'est encore de parler d'autre chose...

- Ce n'est ni très « tactique », ni très courageux, ni surtout très sympathique pour ceux et celles qui en sont victimes. Mais encore une fois, c'est moins tactique qu'atavique : l'islamisme s'appuie sur une pratique religieuse ancestrale, c'est ce qui lui donne cette force, et ça rappelle, dans la forme, certains moments des mouvements d'émancipation, où les comportements populaires quotidiens portaient et accompagnaient les luttes. Ça fait rêver tous les manipulateurs... Et puis il y a ici une forme de haine de soi, pour laquelle l'Occident serait la source de tous les maux de la Terre : on rejette tout ce qui en provient, y compris les siècles de luttes contre les religions, l'oppression masculine, le capitalisme ou d'autres formes de domination.

- Oui, c'est votre dernier texte, mais là je ne suis plus du tout d'accord... Enfin, je suis d'accord pour dire que ce que vous appelez le projet d'autonomie s'est essentiellement déployé en Grèce antique et en Europe...

- ...Ça vaut quand même mieux : tous les philosophes et les penseurs auxquels tu te réfères sont de ce courant, ou s'en réclament...

- … Oui, bon. Mais vous sous-entendez qu'on est conditionné par sa culture : c'est horrible. Ça, c'est du culturalisme pur et dur, et vous savez bien qu'il a toujours été le fondement d'idéologies réactionnaires, puisqu'il voile le fait que les sociétés sont divisées en classes antagonistes.

- Ce qui est horrible, c'est d'avoir à préciser ce genre de *lieux communs*... Il est strictement impossible de parler de liberté si tu ne pars pas des conditionnements, qu'ils soient familiaux, psychologiques, sociologiques, historiques, culturels, etc. Cela fait partie des évidences de base qui ont été pulvérisées récemment, au profit d'une rêverie néo-capitaliste de l'être hu-

main venant sur Terre libre de faire ce qu'il veut... Tomber là-dedans, c'est se condamner à découvrir la vie plus ou moins tardivement, mais de manière dramatique, chez soi et chez les autres, pour se cramponner ensuite à ses illusions universalisantes ou au contraire se replier sur ses certitudes. C'est un des ressorts actuels de l'extrême droite, que le déni gauchiste ne fait que renforcer. Parce que là encore, tu avalises leur conception de la culture : entités closes et définies une fois pour toutes, sacrées et intouchables, hors de toute critique. C'est précisément cette conception culturaliste qui forme le terrain commun de toutes les idéologies hétéronomes, qu'il s'agisse du nationalisme, de l'intégrisme religieux ou du racisme et du sexisme. Et l'antiracisme mondain ne résout rien du tout, voire aggrave la situation.

- Attends, attends : moi je suis antiraciste, hein, je ne fais le jeu de personne.

- Ah, tu es dans le camp du Bien contre le Mal... Tu vois, ce n'est pas simple de s'extraire de sa culture judéo-chrétienne... Mais nous, nous voulons sortir et faire sortir des illusions religieuses, la première étant que ses croyances sont les seules vraies. Il est trop facile de projeter sur le monde ses propres allants-de-soi, sans égards pour la réalité des autres, ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent. Aujourd'hui l'histoire redémarre, après avoir fait semblant de s'arrêter pendant des décennies de confort, et cet univers molletonné ne cesse de se fissurer. *Toutes* les identités, toutes les cultures, tous les projets politiques sont à examiner, à critiquer, à élaborer, à l'aune d'un projet de liberté et d'égalité. Si cela est encore possible, parce qu'il semble que le type d'être humain que nos sociétés produisent ait balayé toute notion de sens, et tous les repères, traditionnels ou modernes qui pouvaient encore exister. De ce point de vue, les tenants d'un projet d'autonomie, comme les autres, sont des *déshérités*.

- Je comprends mieux le titre de cette introduction... Mais on papote, on papote, et il faudrait s'y mettre fissa, parce que ça urge, là ! Action ! Action !

- Et c'est encore plus urgent de cesser de recouvrir depuis des décennies les questions importantes par un chantage à l'action ! Les Athéniens de l'antiquité se définissaient comme ceux dont l'action n'empêche pas la réflexion... Bon, tu vas me dire que ce n'est pas notre culture, mais on pourrait peut-être commencer par reprendre ce principe à notre propre compte, non ? Ça changerait un peu...

Post-scriptum sur l'identité nationale

Collectif Lieux Communs, mars 2010

(Tract distribué à 5.000 exemplaires ors de manifestations parisiennes – les modifications significatives depuis sa parution sont entre crochets.)

Quelques mois à peine après son ouverture, le fameux débat sur l'identité nationale se termine de bien pitoyable manière : enterré par les mêmes politiciens géniaux qui l'avaient initié. Pourtant, on se souvient du président avec sa gestuelle bien à lui de cocaïnomane surexcité qui promettait qu'avec ce débat on allait restaurer l'ordre en France et rappeler à tout le monde – mais surtout aux nouveaux ennemis pauvres et/ou jeunes et/ou musulmans – ce que c'était que d'être des vrais et bons Français ! Bref, on allait voir ce qu'on allait voir !

Et effectivement nous avons vu. Nous avons vu "dirigeants", députés et autres (ir)responsables politiques envahir les ondes pour rivaliser de bêtise et de démagogie. Nous les avons vus semer la confusion, agiter des clichés réactionnaires [ou démagogiques] et attiser les bas instincts pour en tirer quelque profit électoral. Mais de l'ombre d'une contribution intelligente ou intéressante, nous n'avons rien vu.

Nous ne sommes évidemment pas dupes des objectifs électoralistes et xénophobes que poursuivait ce débat (en atteste le score élevé du Front National aux dernières régionales...), toutefois nous ne pensons pas qu'il s'agit d'une raison suffisante pour ne rien en dire. Car une telle initiative peut également être perçue comme une réaction à l'insignifiance ambiante : la clique au pouvoir semble se rendre compte des difficultés qu'il y a à vouloir diriger des individus déracinés, dont le vide [existentiel] fait qu'ils se désolidarisent chaque jour un peu plus de tout [réel] lien [social].

Pour tous ceux qui refusent la disparition d'une société décente, cette question de l'identité est une vraie question que l'on aurait tort d'évacuer.

Contre la montée de l'insignifiance

Avec la mondialisation/globalisation, les différences entre les cultures s'effondrent sous une uniformisation forcée des modes de vie (jeans et McDo de Limoges à Lima en passant par Lomé), l'économie devient la seule et unique valeur, on tente de nous faire avaler que tout se vaut, et que le but principal de l'existence est la consommation frénétique sur fond d'une impitoyable concurrence généralisée : c'est l'insignifiance… et dans ce contexte, l'honnêteté, la solidarité ou n'importe quelle valeur véritablement vécue (et donc par là l'affirmation d'une certaine identité) oblige à se battre, en permanence. Cette insignifiance devient criante lorsque l'on s'interroge sur ce que nous avons à transmettre aux « nouveaux-venus » : à quoi sont éduqués les enfants ? À quoi les immigrés sont-ils conviés ?

La simple agitation de symboles – folklore, hymne, drapeau, …– d'autant plus mis en avant qu'ils ne sont plus porteurs de sens, ne peut définir un projet de société, ni combler le vide qui nourrit le désespoir et le nihilisme ambiants. Face à ce vide, l'immigration « culturellement offensive » trouve un boulevard, la jeunesse désœuvrée une autoroute, les anxiolytiques un débouché. On ne combat pas le fondamentalisme religieux avec une culture en carton-pâte (caractérisée par ses stars-paillettes et ses émissions abrutissantes genre "le big deal"), ni le désespoir avec une feuille de paye. Le regain prévisible du protectionnisme, des nationalismes, des intégrismes ne se réfute pas avec l'illusion angélique d'une nature humaine nécessairement bonne : il ne peut se combattre qu'avec une volonté claire de savoir d'où l'on vient, et surtout ce que l'on veut.

Pour une identité ouverte

C'est au titre d'un tel projet que nous revendiquons une identité ouverte par opposition à une identité fermée. Cette dernière repose sur le hasard de la naissance, l'enfermement dans le passé et l'exclusion de celui qui est différent : nous y opposons une identité fondée sur un enracinement libre dans une histoire, individuelle [et] collective, élaborée à travers une acceptation des différences et une incessante modification par ceux-là même qui la vivent. Son évolution n'est ni déterminée par avance ni inventée de toutes pièces : elle est liée à un désir individuel, à une volonté collective, à un projet politique. La mutation de la France de « fille aînée de l'Église » au Moyen-Age en championne de la laïcité au XXème siècle en est une bonne illustration.

Le patrimoine commun et la façon dont il est investi par chacun évolue dans le temps. Nous sommes libres de choisir la « certaine idée » de notre identité nationale [ou non] que nous privilégions. Cette liberté de choix ne va nullement de soi et est loin d'être universelle. Elle a été rendue possible grâce aux combats de nos ancêtres et fait partie intégrante de notre « identité ». Loin de la quête d'une essence pure et rassurante face à un ennemi réel ou fantasmé, nous nous appuyons sur cette possibilité de remise en cause des mythes fondateurs les plus sacrés. Nous ne nous reconnaissons aucunement dans les vertus et valeurs promues par la clique actuellement au pouvoir : nous rejetons son arrogance, son irresponsabilité, le carriérisme effréné de ses membres (prêts à tout, surtout à la servilité et à la trahison), et enfin sa profonde duplicité (elle se dit démocratie – gouvernement par le peuple – alors qu'elle n'est qu'une oligarchie : pouvoir exercé par une poignée de puissants). Nous appelons et œuvrons au renversement de cette oligarchie en tant que dominés, en tant que démocrates, révolutionnaires et (en un sens) en tant que français. Il ne s'agit pas de se réclamer d'une pureté originelle refoulée ou recouverte mais de s'inscrire de plein droit dans notre tradition émancipatrice : si le pouvoir actuel semble se sentir des affinités avec la monarchie, nous préférons nous inspirer du peuple épris de justice et de liberté qui la renversa.

Une question sérieuse

Cette recherche d'identité est au cœur de tout projet d'émancipation. Elle consiste à élaborer un nouveau rapport à un certain héritage : Histoire, traditions, institutions, terr(it)oir(e), lois, mythes fondateur, ce qui signifie que nous devons également reconnaître ce que ce passé peut contenir de sombre (massacre de la Saint Barthélémy, traite des Noirs, le colonialisme et ses crimes, Vichy...) comme de plus éclairant. A ce titre, le mouvement des Lumières du XVIIIe siècle, les sections révolutionnaires de 1789, le mouvement ouvrier, la Commune de Paris de 1871, les comités d'action de 1968 incarnent une tradition émancipatrice qui a longtemps eu une influence hors de la simple nation française et qui, en même temps, fait partie d'un mouvement libérateur beaucoup plus vaste, qui n'a rien de particulièrement national.

Mais pour que cette reconnaissance d'un héritage ambigu ne soit pas l'acceptation d'une prédétermination, d'une identité fermée et figée sous la forme d'une Nation dominante sur laquelle nous n'avons plus prise, d'une religion d'État ou d'une conscience nationale de référence, imposée par une

caste dominante, elle doit être nourrie et guidée par un projet politique, celui de la recherche d'une autonomie autant individuelle que collective.

A ce titre, l'histoire de l'idée de Nation illustre bien l'écueil contre lequel nous voulons prévenir ici : lors de la Révolution française, c'était une idée révolutionnaire par laquelle le peuple proclamait son droit à décider lui-même de son sort [et auquel se liait qui le souhaitait] ; petit à petit ce nationalisme révolutionnaire a perdu toutes ses caractéristiques politiques pour finalement devenir une idéologie hors de contrôle au nom de laquelle les peuples se sont entre-tués…

La recherche d'identité comme projet politique

Nous voulons une France (une Europe, un Monde) démocratique, basée sur la participation égale de chacun dans la prise des décisions collectives. Cela passe [pour nous] par la redéfinition des besoins, l'égalité des salaires et contre la représentation dans la prise de décision, contre la division entre dirigeants et dirigés, politiquement dominants et dominés, système qui régit les oligarchies contemporaines.

Cette volonté d'une démocratie directe est un projet politique, elle est aussi l'identité commune qui pourrait nous (ré)-unir. Dans une société qui repose sur l'imposture, qui pousse à la consommation tout en prenant garde de la rendre essentiellement inaccessible au plus grand nombre, qui veut se présenter comme démocratique contre toute évidence, « Liberté, Égalité, Fraternité » ne relève plus du mythe fondateur mais d'une pure mystification. Casser cette hypocrisie c'est se réapproprier ces mots avec celui d'internationalisme. C'est, comme ont su le faire les luttes ouvrières ou les combats de décolonisation, reconnaître et retourner contre la « république » ses propres mots, ses propres valeurs, son propre projet et les lancer vers l'avenir. Réinventer le projet d'autonomie, se battre pour une société égalitaire et ouverte, dans laquelle la citoyenneté s'acquerrait par la participation effective aux institutions et non pas par [l'obtention d'autorisations administratives ou] l'adhésion a des prétendus valeurs "nationales" inaccessibles aux « étrangers » et a ceux dont le sang n'est pas « français ». Telle est la seule identité, « nationale » ou non, dans laquelle nous voulons nous reconnaître et que nous nous efforçons de vivre autant que nous en sommes capables.

Malaise dans l'identité

***Collectif Lieux Communs,* décembre 2009**

(Éditorial du site)

A en croire certains, l'affaire serait entendue.

Le « débat » sur « l'identité nationale française » ne mériterait qu'une répétition *ad nauseam* de ce qui est immédiatement apparu évident à tout le monde : l'initiative est dans la continuité des manœuvres électoralistes, sécuritaires et xénophobes du président de la république dont il a fait son fond de commerce depuis ses débuts ; le moment est décidément bien choisi, au moment où s'estompe la fascination malsaine qu'il exerce, à quelques mois des élections régionales ; l'intention est claire, dans une Europe divisée, de plus en plus protéiforme, et en pleine crise économique profonde d'où le discours autoritaire et protectionniste pourrait bien sortir revivifié. Cela est évident : à la fois symptôme et cause d'un effritement de tout ce à quoi l'on tient, l'issue ne peut qu'en être plus nuisible encore.

Et pourtant, une fois tout cela affirmé, le malaise persiste. Pire : il *s'épaissit*.

D'abord parce que ce « débat national » consiste en un *double-bind* typique d'une intériorisation des contradictions des mécanismes capitalistes : il s'agit pour le gouvernement de rappeler à l'ordre en proclamant les « Valeurs de la République » alors que *tout*, dans l'évolution des affaires publiques gérées par l'État, n'est que viol et exécration de ses principes les plus fondamentaux. La conduite cocaïnomane de M. Sarkozy n'en est pas seulement l'expression la plus pure et la plus ostentatoire : elle est plus simplement, en elle-même, une insulte permanente à la *décence* la plus élémentaire. Si ce n'est une nette progression dans l'irresponsabilité généralisée, rien de très nouveau là-dedans : tout le mouvement ouvrier du XIX^e^ siècle s'est bâti sur cette hypocrisie fondamentale, et son écrasement en 1848 ou en 1871 est au fondement de l'ordre actuel. Prendre au pied de la lettre les « bonnes réponses officielles » que la mafia au pouvoir donne à ses propres questions revient donc à proclamer haut et fort l'impérieuse nécessité d'un radical bouleversement social et politique – soit renouer avec un *héritage révolutionnaire*. Liberté, égalité, fraternité : chiche !

Ensuite, le malaise s'épaissit parce que chacun sent très bien que le tiraillement existentiel insoluble se pose aujourd'hui mondialement : *d'un coté l'Occident tel qu'il devient*, c'est-à-dire une machinerie extraordinaire qui broie les hommes, les cultures, les écosystèmes, tendanciellement inca-

pable de tenir ses promesses d'émancipation et d'abondance depuis que les luttes pluriséculaires qui la contrôlaient se sont évaporées. *De l'autre, le « repli identitaire »*, c'est-à-dire la tentative désespérée et offensive de restaurer, sur place ou en exil, des idéologies « traditionnelles » finalement closes sur elles-mêmes puisque refusant l'interrogation et l'auto-détermination, et racistes, puisque fondées sur l'origine et l'exclusion de l'autre. Deux attitudes antagonistes et complémentaires, deux parois d'un même gouffre, deux jambes d'une seule course à la guerre, avec lesquelles jouent dangereusement tous les dominants de tous les pays, y compris la petite clique oligarchique française. Plus que jamais, pourtant, l'ouverture d'un horizon viable nécessite une réelle élaboration d'un projet de civilisation, *donc* d'une véritable identité collective.

Enfin le malaise enfle parce qu'il est évident que, excepté en certaines marges, la question de l'identité au sens large ne sera pas posée, alors que s'effondre à un rythme accéléré tout ce qui peut faire l'unité, donc l'existence, d'un peuple. Cette insignifiance croissante des mots, des actes, des valeurs, des règles plonge loin ses racines dans l'échec (nullement définitif) des projets d'émancipation des ouvriers, des femmes, des jeunes, des écologistes, des colonisés à créer et instituer durablement de *nouvelles formes sociales viables*. En se retirant dans la vie privée, et en cultivant le *ressentiment*, les populations ont laissée les sociétés aux mains des volontés nihilistes de puissance illimitée et du profit sans bornes. C'est ce délabrement généralisé qui laisse apparemment sans recours, et que les gauchismes diffus et plus ou moins dégénérés *rationalisent* en expliquant que le principe même d'identité serait oppressif. Issus eux-mêmes d'un effroyable bilan qu'ils sont incapables de regarder en face, ils s'enferment dans les apories idéologiques anomiques selon lesquelles il serait impossible de se définir sans exclure. Ils passent ainsi à la trappe tout l'héritage, *spécifiquement occidental et notamment français*, qui pourrait aider à l'élaboration pratique d'une identité commune. La réinvention de cette dernière est aujourd'hui un véritable enjeu, et en elle-même constitue déjà une libération : là où elle ne se pose pas, il y a affrontement généralisé ou ordre indiscuté, qui cohabitent actuellement à travers le morcellement communautaire et l'injonction consumériste.

Ce malaise ne se dissipera pas avec la fin de la rumeur médiatico-politique qui agite temporairement le petit bocal des gens en vue : nous ne l'affronteront qu'en affirmant haut et fort ce que nous sommes, *c'est-à-dire ce que nous voulons*, et en luttant, partout, pour que chacun puisse faire de même.

Nous, immigrés arabes, face à nos choix politiques

Double culture : source d'aliénations ou force émancipatrice ?

Sympathisants du collectif Lieux Communs, février 2012*

(Les modifications significatives depuis sa mise en ligne sur le site sont [entre crochets])

A la fin de l'office du vendredi, l'imam, emporté par un élan mystique, s'écrie d'une voix forte :
– Ô Tout-Puissant ! Donne-nous la foi ! Donne-nous la force et l'humilité ! Donne-nous le repentir de nos fautes ! Éloigne de nous les mauvaises pensées !...
A ces mots, Nasr Eddin se lève et crie encore plus fort :
– Ô Tout-Puissant ! Donne-moi des montagnes d'argent, une belle maison, des femmes, des baklavas à la pistache !...
– Arrête, mécréant, blasphémateur, fils de chien !
– Tiens ! Mais nous faisons pourtant la même chose l'un et l'autre, s'étonne le Hodja *: chacun demande ce qu'il n'a pas.*

Sublimes paroles et idioties de Nasr Eddin Hoja[1]*, Ed. Phébus, 2002.*

Un an après les espoirs suscités par les soulèvements arabes, la carte d'un Maghreb islamiste se dessine sous nos yeux : à l'exception de l'Algérie, tous les gouvernements des pays d'Afrique du Nord ont à leurs têtes des formations islamistes. En France, parallèlement, la xénophobie ne cesse de sourdre, spectaculairement ou en sourdine. Il est grand temps que les immigrés arabes eux-mêmes prennent publiquement la parole, en tant que tels – ce texte veut en être une contribution.

Contre toutes les extrêmes droites

La percée de cette extrême droite musulmane s'inscrit dans un contexte de crise économique mondiale qui s'annonce durable, et dont l'une des conséquences politiques est le développement de *toutes* les extrêmes droites, concomitant à un accroissement prévisible des flux migratoires vers les pays occidentaux. La présence et l'extension en

* Ce texte a été l'objet d'une discussion collective avec un collectif proche du nôtre, dont le compte-rendu est disponible sur le site : http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article604

[1] *Nasr Eddin Hodja*, dit *Juha* au Maghreb, personnage du XIII[e] siècle qui aurait vécu en Turquie, dont les historiettes et proverbes iconoclastes et jubilatoires circulent encore aujourd'hui.

France de tendances et de forces islamistes laminent des décennies de cohabitation pacifique entre les populations européennes et les Arabes, dont la présence sur ce sol étranger n'est le fruit ni d'une conquête ni d'une domination – chose inédite, récente et donc fragile. Ces mouvances visibles ou sournoises n'ont aucune chance de s'imposer ici, mais leurs capacités de nuisance sont telles qu'elles pourront se féliciter d'avoir grandement contribué à la création d'un climat proprement *belliqueux* non seulement entre immigrés et xénophobes mais surtout entre les musulmans et tous les autres, français ou immigrés. Mais la critique de l'extrême droite musulmane est minée. Ceux qui affirment leur volonté de vivre dans une société libre, égalitaire et laïque, et donc de combattre toutes les réactions, sont systématiquement rappelés à leur passé colonial, à l'antiracisme culpabilisateur, et immédiatement suspectés d'alliances avec les tendances xénophobes franco-françaises. De leur côté, les Arabes émigrés semblent verrouillés, tantôt par une tolérance peureuse tantôt par un chantage aux origines, quant il ne s'agit pas de complaisance tactique. Les extrêmes droites, qu'elles soient religieuses ou nationalistes, se nourrissent ainsi mutuellement. La seule manière de les contrer est d'affirmer un positionnement clair et explicite face à la montée de la xénophobie mutuelle et des projets de dominations, *d'où qu'ils viennent*.

Ce texte invite donc les immigrés Arabes et leur descendants – dont nous sommes – à lutter contre l'islamisme, au nom de ce qui nous constitue autant qu'au nom de notre attachement aux valeurs laïques, et à lutter pour construire une société libre, égalitaire et émancipatrice. Cette lutte ne peut être menée qu'à condition d'adopter un regard juste et clairvoyant sur nous-mêmes, c'est-à-dire de rompre d'abord avec les postures victimaires, angéliques, ou tyranniques dans lesquelles nombre d'entre nous se complaisent. Pour ce faire, nous avons une précieuse singularité du fait de notre double culture, qui nous met en position de porter un double regard lucide, donc critique, sur les deux civilisations, occidentale et arabo-musulmane, et les sociétés particulières qui les portent. Cette opportunité ne semble que trop rarement saisie, sinon de manière opportuniste.

Ainsi, nos positions, et le projet de démocratie directe qu'elles soutiennent, nous amènent ici à rappeler d'une part quelques évidences sur le projet islamiste et son accueil en France – et d'autre part, à dénoncer les assignations identitaires colportées par des réactionnaires – et souvent auto-construites par les premiers intéressés – dont il s'agit de se défaire en posant un regard juste et intransigeant sur nous-mêmes, immigrés Arabes.

D'où parlons-nous ?

Nous tenons non pas à la liberté de spéculer, de produire et de consommer de la camelote, mais bien à la liberté de critiquer nos sociétés dans l'espoir de les transformer, et de prendre nous-mêmes en main nos vies et le sort de nos collectivités. Nous sommes pour l'appropriation mondiale de certaines valeurs dont la culture occidentale est porteuse. Certaines sont incarnées dans des institutions et ont un statut d'effectivité en France ; notamment les principes de laïcité et d'égalité, les droits des

femmes, la liberté d'expression et de contestation. Nous souscrivons à ces valeurs, conquises et inachevées, que nous jugeons préférables à bien d'autres que porte l'Occident, notamment à celle de l'obsession économique et de la compétition qu'elle engendre entre les individus. Mais nous tenons également à un certain *art de vivre* maghrébin, que nous avons reçu en héritage et dans lequel nous puisons ce qui nous semble à même de combattre les aspects les plus aliénants de l'évolution des cultures occidentale et arabo-musulmane. Nous pensons que cet art de vivre est menacé non seulement par l'occidentalisation de la planète mais également par le développement de l'islamisme radical. Nous sommes donc pour la reprise critique des valeurs et des pratiques que portent ces deux civilisations.

Ces positions ne sont pas abstraites : lorsqu'en France, on oublie les principes égalitaires et d'émancipation pour se réfugier dans le divertissement et le consumérisme, on peut difficilement reprocher aux immigrés installés en France de se mettre au diapason... Les immigrés arabes ne sont ni plus ni moins que les sociétés qui les habitent. Ils sont arabes et français et bien d'autres choses encore. Leurs situations ne les rendent donc pas plus à même de porter un quelconque projet de démocratie radicale que quiconque en France, mais ne les exonèrent pas plus des comptes qu'ils ont à rendre sur ce qu'ils font, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Notre démarche contraste donc d'avec l'ambiance actuelle, puisque ici comme ailleurs, l'heure est à la recherche de boucs émissaires pour en faire les responsables de nos maux et l'élection de grands ou petits sauveurs pour ne plus avoir à croire en nous-mêmes. Plus personne ne prend ses responsabilités dans notre histoire collective, familiale, nationale ou méditerranéenne, à l'heure où le développement effectif du projet théocratique islamiste tend à ruiner tout effort de bâtir des sociétés vivables.

La fascisation de l'islam

Qu'appelons nous le projet islamiste ? C'est la mise en œuvre d'une société théocratique et dictatoriale, xénophobe et ségrégationniste, fondée sur des lois religieuses, donc indiscutables. C'est la volonté d'instituer des sociétés du même type que celles du moyen âge où se déploie l'Inquisition, ou encore celle de la Chine traditionnelle ou du Japon de l'aube de la modernité. C'est la volonté de dominer le monde et de remplacer l'Occident, si haï car si admiré, dans ce rôle. [Il s'agit, comme le fit le nazisme auprès des Allemands, d'exacerber le ressentiment chez tous les musulmans et d'éveiller la nostalgie de l'empire, ici du Califat, thématiques abordées explicitement par les islamistes tunisiens depuis la campagne électorale d'octobre.] Ce projet s'appuie notamment sur la prégnance de normes religieuses dans les Constitutions de tous les pays musulmans – mis à part le Liban – qui, des plus laïcs et inspirés par l'Occident (Tunisie, Turquie, Algérie,...) aux plus islamistes (Barheïn, Qatar, Arabie Saoudite,...), ont toujours maintenu tout ou partie des lois fondées par l'islam dans leur législation. Ainsi, par exemple, dans tous les pays arabes, des lois interdisent à un non-musulman d'épouser une musulmane, sauf si l'homme se convertit à la foi de sa future épouse. Le débat sur la référence à l'origine judéo-

chrétienne des Européens dans la Constitution européenne, quoi qu'on en pense, a pu se poser. Initier un tel débat au sein du monde arabo-musulman est tout simplement impossible encore à l'heure actuelle : la question pour les États arabes, qu'ils soient progressistes ou islamistes radicaux, est réglée et depuis fort longtemps. La base de leur législation est la *Shari'a*, plus ou moins présente et appliquée en fonction des pays. Car, pour les musulmans, la religion et la « citoyenneté » sont confondues historiquement depuis la naissance de l'islam. C'est cette prégnance de l'islam et dans les lois et dans la vie civile que le projet islamiste veut radicaliser. Il entend pour cela raviver une division traditionnelle encore présente dans l'esprit de certains musulmans. Traditionnellement, ces derniers divisent le monde en trois zones : il y a d'abord *Dar islam :* Maison / Terre de l'islam, lieux où les musulmans sont dominants et où la société est entièrement régie par des lois islamiques ; ensuite, *Dar el daw'a* : Maison / Terre de prédication, appelée aussi *Dar solh*, Terre où l'islam doit être restauré : pays non-musulmans dont la conquête se doit d'être subtile car limitée par des traités de paix provisoires et relatifs aux rapports de forces et aux enjeux divers en présence. Et enfin, *Dar arb,* Maison / Terre de guerre, territoires non-musulmans à conquérir par la force et à soumettre, appelés aussi *Dar el koufar,* terre de mécréants. Ces deux derniers termes englobent bien entendu la France. Comment, dès lors, interpréter les récentes et généreuses propositions d'aides financières du Qatar pour la réhabilitation de certaines banlieues françaises où nous vivons et qui sont socialement et matériellement en ruine ; ou encore les non moins généreuses subventions des pays du Golfe à la vie associative « culturelle et cultuelle » en France ? Comment entendre les revendications des musulmans en France pour la prise en compte de leur religion dans l'arsenal juridique, les installations municipales, ou encore dans les pratiques médicales d'un pays pourtant laïc ?

Vouloir vraiment une société égalitaire, animée par des individus responsables d'eux-mêmes et de leur entourage, c'est refuser la ségrégation sociale et sexuelle, le féodalisme, le clanisme, le colonialisme et la domination des uns par les autres. C'est alors, aussi, voir dans l'émergence croissante de cette bigoterie revendicative une menace pour les acquis de siècles de luttes sanglantes pour la liberté des hommes et des femmes de ce pays et d'ailleurs. C'est enfin refuser cette *réaction* face au vide spirituel et social occidental contemporain, et la dénoncer publiquement comme telle. Nous ferions preuve de la même clairvoyance et intransigeance si l'idée venait à certains esprits malades et vindicatifs de se bricoler une identité nazie en remettant au goût du jour la mode vestimentaire des *Skinheads* dans nos rues.

Qui peut croire que les populations françaises, immigrées ou non, resteront tranquillement et éternellement passives face à l'indécence du déploiement du projet islamique en France et des comportements provocateurs et belliqueux qui en émanent ? A chaque aveuglement, il suffit à la droite et à l'extrême droite nationale d'évoquer ce qui se donne à voir de manière évidente pour l'exacerber et en faire un élément à charge.

Les prières de rue, nées il y a maintenant plus de dix ans aux pieds de la butte Montmartre – quartier historique baigné du sang de la lutte des Communards – n'ont provoqué aucune réaction, si ce n'est de l'extrême droite, qui voit là une occasion de grossir ses rangs. Pourquoi jamais aucun collectif d'immigrés arabes n'a manifesté contre ces prières et la construction de mosquées ? Pourquoi le comportement provocateur de certains des nôtres n'est-il jamais dénoncé massivement et publiquement par nous-mêmes ? En désertant ce terrain, nous donnons raison aux discours racistes, qui prennent prétexte de ce spectacle donné par la catégorie la plus fanatique, la plus bruyante et hystérique, et la moins représentative des musulmans en général. Déserter cet espace c'est également et de fait soutenir par son silence le projet islamiste.

L'expression islamiste

Lorsque nous voulons discuter le fait de se revendiquer *publiquement* musulman *aujourd'hui* avec n'importe quel adepte de cette religion, nous entendons souvent l'objection : « *Nous, nous voulons vivre notre islam tranquille. C'est notre religion. Pourquoi devrions-nous nous justifier tout le temps d'être musulmans ?* ». Pourquoi, effectivement, celui qui se revendique de l'islam devraient-ils se distinguer publiquement de toutes les monstruosités qui se sont faites et se font continuellement en son nom ? Pourquoi, en effet, tandis que l'extrême droite cherche à l'amalgamer aux terrorismes et aux régimes théocratiques, devrait-il s'en distinguer ? Qui que l'on soit, si l'on se réclame de quelque chose, il faut en assumer l'histoire ancienne comme l'actualité brûlante : communistes, colonialistes, militaires, nazis ou islamistes doivent pouvoir répondre de leur engagement. Et ce d'autant plus lorsqu'il se donne à voir de façon explicite par la tenue vestimentaire ou le port d'un signe particuliers : déambuler en tenue de djihadiste ou en voile islamique n'a rien d'innocent aujourd'hui, et l'on se demande ce que seraient les réactions si d'aucuns se mettaient à arborer, en France même, un casque colonial ou un tee-shirt avec francisque...

Car il ne s'agit pas, ainsi, de vivre « *sa* » religion « *tranquille* » : il s'agit de militer, qu'on le sache ou non, pour une forme d'islam très particulière, celle qui est entrée dans nos salons au début des années 1990 via les chaînes satellitaires du Golfe et notamment salafistes, celle qui pourchasse et souvent massacre non-croyants, non-musulmans, femmes, homosexuels, opposants politiques, journalistes, artistes et acteurs de la lutte pour la laïcité et la liberté de culte. C'est encourager l'affirmation de la discrimination sur la base du sexe et de la religion. Il s'agit de pratiquer *« sa religion »* non pas de façon intime, mais politique. Il s'agit d'adhérer à un projet de domination clair et récent, aux multiples visages, et qui ravage l'Égypte, l'Iran, l'Algérie, l'Afghanistan, etc., depuis plus de trente ans. Les immigrés qui le soutiennent, de quelque façon que ce soit, se mettent vis-à-vis de la population française dans la position suivante : l'argent que nous pouvons gagner et le confort matériel dont nous pouvons jouir ici nous intéressent ; Cependant, nous insultons publiquement et quotidiennement votre culture, et principalement toutes vos valeurs conquises par des siècles de luttes, la laïcité en premier lieu.

Ce type de posture porte un nom : c'est une attitude coloniale.

Comment les arabes ont découvert l'islamisme

En France, l'islamisme progresse. Un islamisme ordinaire, explicite ou insidieux. Il rencontre au pire la bienveillance, voire le soutien militant d'une partie d'entre nous, immigrés arabes, et au mieux l'indifférence et une tolérance peureuse. Car nombreux sont ceux d'entre nous qui ressentent un profond malaise face au déferlement de bigoterie islamique ; certains luttent quotidiennement dans leur famille, dans leur quartier, en refusant par exemple de faire le Ramadan, de porter le voile ou la barbichette, de se sentir menacés lorsqu'on abat Ben Laden ou qu'on interdit le port du voile dans les lieux publics mais, surtout, en refusant de céder à la réduction de leur identité arabe à l'islam. Cependant, cette opposition semble vouée à ne pas dépasser la résistance passive, c'est-à-dire individuelle et non organisée. En France, il semble très difficile pour les immigrés arabes de ne pas osciller, de ce point de vue, entre le mutisme et l'agressivité.

Nous venons de, et sommes liés à des sociétés où la sociabilité est encore une réalité très forte, où il est naturel par exemple de réprimander un enfants qui fait une bêtise dans la rue, même si cet enfant n'est pas le vôtre, où il est encore possible d'intervenir pacifiquement dans des situations de conflit dans la rue et de prévenir la violence des uns et des autres sans avoir recours à la police, où les déplacements de l'handicapé et du vieillard sont collectivement, spontanément et anonymement accompagnés, etc. Nous faisons régulièrement, dans nos voyages vers nos pays d'origine, l'expérience de sociétés encore socialement vivantes et nous en revenons d'autant plus atterrés par l'aspect humainement glacial de nos villes françaises, sans parler des campagnes moribondes. Partout le désert social français avance, chose à laquelle les immigrés provenant de cultures traditionnelles sont loin d'être insensibles. Petits, nous avons souvent été dérangés par la posture de nos parents, qui se réduisait alors à la fin des années 1960 à celle de l'immigré toléré sous condition de silence total. Nous vivions alors dans le *bled el ness*, le pays des gens, des autres ; trop bruyants dans nos jeux d'enfants, nos parents brandissaient la menace de la *boulicia* française qui allait venir nous chercher et nous renvoyer dans nos contrées. Enfermés dans cette posture, difficile d'envisager le combat militant... On remarquera toutefois que l'activisme propalestinien échappe curieusement à la règle.

Dans nos familles, la dimension religieuse était alors insignifiante, du moins jusqu'au début des années 1990 ; les doctrines islamistes propagées par les chaînes satellitaires saoudiennes furent précédées de peu par la diffusion sur le marché français de cassettes vidéo de propagande islamiste, notamment celles du Front Islamique du Salut (FIS), parti islamiste algérien. L'arrivée de ces chaînes déversant une propagande salafiste fut accueillie dans nos familles comme une invitation effective au fétichisme religieux archaïsant et à la rupture avec la société française en état de léthargie politique et culturelle. Nous avons, à ce moment-là, assisté avec douleur à la ruine de dizaines

d'années de volonté de faire partie de ce pays, et pas uniquement d'un point de vue économique. Par un curieux retournement, et pour diverses raisons, cette position de soumission et d'effacement laissa progressivement la place à une attitude religieuse offensive, fût-ce uniquement en privé dans un premier temps : *Bled el ness*, le pays des gens, devint petit à petit, et de plus en plus, *bled el koufar*, le pays des mécréants, à mesure que disparaissaient les espaces laïcs de socialisation. *Mafich insanni*, il n'y a pas de chaleur humaine, dit l'Arabe moyen en parlant de l'Occident, avant de se tourner naturellement vers les lieux de culte musulmans, qui promettent, et offrent, contacts humains, éducation stricte, principes moraux, échanges sociaux, etc. Le prix à payer de cet engagement du religieux dans le social est sciemment ignoré, ce prix étant la participation au projet islamiste et aux ravages qu'il opère sur les individus, et en premier lieu les femmes. Les mères musulmanes savent, ou ne savent peut être pas, ce qu'elles font lorsque, par exemple, elles choisissent de confier leurs enfants à la mosquée du quartier, une à deux après-midi par semaine, pour que ceux-ci y apprennent l'arabe coranique et chanter *Allah akbar* : elles confient cet apprentissage et leurs petites filles de cinq ans, faites femmes par le port du voile, à des individus qui pensent que la femme est mariable, et donc désirable à neuf ans. Dans une société d'individus responsables, on devrait interdire à ce type de personnes d'approcher un enfant ou un groupe d'enfants de près ou de loin. Le fait qu'il n'y ait aucune réaction, ni des amis de l'enfance et des femmes, ni de ceux de la connaissance et de l'égalité, musulmans ou pas, face à l'obscénité d'une situation « pédagogique » aux conséquences lourdes quant à la relation aux hommes, à la loi et à la foi de ces enfants, donne une idée de l'état ravagé des forces émancipatrices dans ce pays.

Les damnés de l'identitaire

Nous aimerions que se taisent une fois pour toute et définitivement les voix de ces chantres d'un islam pseudo-mystique et bobo et du narcissisme identitaire comme celles des Diam's, Akhenaton, Kerry James et autres rappeurs opportunistes, qui s'attachent à dénoncer le racisme anti-immigrés, support infini de fantasmes, dénonciation qui a pour effet d'occulter leur xénophobie bien réelle, elle. Nous aimerions, surtout, entendre plus souvent et avec plus de force des voix combatives pour la liberté et l'égalité, comme celle du chanteur du groupe Zebda en concert, qui après avoir caressé son public immigré de la Goutte d'Or dans le sens du poil en lui servant la litanie de ses chants antiracistes, clôt son concert en invitant son auditoire à la vigilance et au combat « *contre tous les intégrismes* », au cœur du quartier qui a vu naître l'intégrisme musulman en France.

Bien que l'exercice de l'autocritique collective – vital pour qui veut ériger une société authentiquement démocratique – se raréfie, il nous est encore possible de trouver des gens au sein de la société française avec lesquels nous pouvons la regarder sans fard. Nous pouvons assez facilement encore critiquer toutes les mouvances et expériences politiques de France et d'Occident en général – du moins en Occident...

L'épisode colonial, par exemple, n'est aujourd'hui un "tabou" pour personne. Se livrer au même exercice collectif, et par essence démocratique, appliqué cette fois à la société et à l'individu arabo-musulman nous est quasiment impossible sans rapidement verser dans l'auto-flagellation, l'auto-dénigrement ou au contraire l'hyper-idéalisation, que ce soit avec des Arabes ou des Français dits de souche, qu'ils soient politisés ou non. Il serait pourtant salutaire qu'enfin nous puissions regarder sérieusement et sans drame autant les sociétés dont nous sommes issus, que le phénomène d'émigration/immigration dont nous ne sommes pas moins issus, sans pour autant nous aveugler face aux tares de la sociétés française où nous vivons. Il ne s'agit pas de minimiser, snober ou idôlatrer les réussites sociales et politiques dont nous jouissons et auxquelles nous tenons, et pas plus de nier, exacerber, enjoliver ou déprécier la part de notre héritage arabe : il s'agit, encore une fois, de tenir ensemble un regard critique sans complaisance sur nos existences.

Que s'est-il pensé ?

Ce texte ne donne pas, volontairement, dans la nuance des termes pour nous qualifier, nous préférons nous auto qualifier d'Arabes, tout simplement, comme le font tous les Arabes, immigrés y compris, entre amis, dans la famille, entre inconnus etc... *Enta 'arbi ?, T'es arabe ?,* demande-t-on à l'inconnu(e), dès que des traits physiques ou des paroles révèlent nos origines, prélude à une certaine connivence à la fois bien réelle et complètement fantasmée. Depuis des décennies, la surenchère d'ouvrages de sociologie ou d'essais politiques jouant avec les termes pour nous (dis)qualifier n'ont eu pour effets que de faire diversion par rapport aux vraies questions qui se posent à nous, et dont nous prétendons poser ici quelques jalons. Ces bavardages de sociologues de salon, pour qui le qualificatif d'« Arabe » est quasiment et généralement perçu comme une insulte [ou plutôt une *infirmité*], ne nous aident en rien dans la réflexion sur l'immigration maghrébine, malgré toute l'urgence des problèmes qu'elle soulève et qu'il faudra bien un jour regarder d'un point de vue émancipateur. Arabe, donc. Le terme est aussi impropre que n'importe quel autre, et de multiples façons – d'abord parce que les descendants des arabes colonisant le Maghreb berbère sont rares... Mais il est aussi pertinent puisqu'il répond à la réalité telle que les gens la vivent, et à laquelle l'islamisme donne de plus en plus un seul, et unique, sens.

Les discours des extrêmes droites, nationales ou islamiques, qui nous voient comme des conquérants et des fanatiques en puissance, ou encore celui des régnants et des possédants, pour qui nous sommes une main-d'œuvre bon marché exploitable à loisir et manipulable à souhait en fonction des aléas diplomatiques et des nécessités économiques, sont connus et rodés. Un silence gêné entoure celui de l'extrême gauche qui nous voit comme des victimes, éventuellement révolutionnaires, et dans tous les cas comme faire-valoir de ses pseudo-généreux élans. Or, nous voir ainsi, c'est nous considérer d'abord comme des êtres humains totalement passifs, ballottés et dominés contre notre gré (même si évidemment, selon une vision bien rousseauiste, « *c'est*

pour notre bien »), c'est nous voir ensuite comme les porteurs de la pureté populaire, éventuellement révolutionnaire, qui s'ignorent comme tels et qu'il suffit d'éclairer et de guider. Tous ces discours ont pour but de nous assujettir aux figures coloniales du « bon » ou du « mauvais sauvage » qu'en tant qu'ex-colonisés – et ex-colonisateurs ! – nous portons en nous.

En tant que militants de l'émancipation des individus et des peuples, mais aussi en tant qu'Arabes, nous nous sentons doublement insultés par ces discours et refusons de céder à la domination et à la manipulation, quelle qu'en soit l'origine.

Le déni de l'acculturation

Un autre mythe voudrait que tout immigré ait été arraché à sa terre natale par la force et la violence. Or, hormis l'immigration musclée au lendemain de la Seconde guerre mondiale et le cas de réfugiés politiques – qui ne se soucient guère des dangers qui pèsent, ici aussi, sur nos libertés menacées – la quasi-totalité des immigrés arabes (ou pas, d'ailleurs) en France sont des gens appartenant aux classes moyennes, petites-bourgeoises et aisées de leur pays d'origine : ils ne sont ni paysans sans terre, ni ouvriers journaliers, ni chômeurs ruraux, ni persécutés. Et d'autre part ils sont venus de leur plein gré. C'est le cas depuis plus de quarante ans, et c'est le cas de nos parents ; ce qui les a poussés à quitter leur pays à la fin des années 1960 n'est ni la guerre, ni la famine, ni une catastrophe naturelle – à moins de considérer les jeunes indépendances de l'Afrique du Nord comme telle. Et c'est le cas le plus courant. Sans doute nous dira-t-on que l'immigration est un des mécanismes du capitalisme – c'est bien ce dont nous voulons parler.

Que fuyaient donc nos parents quand ils ont quitté leur pays, souvent *après* les indépendances ? Pourquoi n'y sont-ils pas restés, en femmes et en hommes libres, pour bâtir une société libre ? Et pourquoi sont-ils venus en France, rallier le colonisateur vaincu ? Peut-être parce qu'ils avaient d'excellentes raisons de se méfier du rapport des Arabes au pouvoir politique, tant ce dernier est traditionnellement et historiquement marqué par l'atavisme autocratique ; peut-être aussi par désir de s'arracher à une domination familiale ou villageoise étouffante, ou encore parce que la France les fascinait, bien qu'ils eussent été dominés par cette dernière, etc. Les raisons sont multiples et plus ou moins avouables. Les poser et examiner calmement les réponses permet surtout d'attaquer un autre mythe fondateur, celui de la figure de l'immigré pantin manipulable et *meskine*, misérable, baladé par les puissants, [mythe singulièrement relayé et porté à son paroxysme par les gauchistes et autres tiers-mondistes démagogiques depuis les années 80.]

Pas d'histoire, masque d'Occident

Ce mythe-là est coriace. Il est colportée à la fois par les visions racistes et victimaires (on va voir là encore comment ces deux visions se rejoignent en une seule) et relayé par une grande partie des intéressés eux-mêmes ; il consiste à faire porter l'échec des

pays décolonisés *entièrement* au colonisateur. Notre propos n'est pas ici de faire le bilan des décolonisations et de la responsabilité *première* des peuples décolonisés dans l'échec de ces dernières. Mais il faut tout de même dénoncer les analyses belliqueuses, démagogiques et discriminatoires, qui imputent l'entière responsabilité de ces échecs aux Occidentaux. Ces positions sont non seulement fausses, mais aussi fondamentalement racistes anti-arabes, bien qu'elles soient trop souvent défendues par les maghrébins et les musulmans eux-mêmes. Elles confortent une idéologie selon laquelle il n'y aurait qu'un peuple et *un* seul : ici, en l'occurrence, le peuple occidental, non seulement capable de faire son Histoire mais capable de faire et de défaire entièrement celle d'un autre – ici, le peuple arabe - réduit à l'impuissance politique par on ne sait quelle mystérieuse tare.

Ce genre d'idéologie porte un nom : c'est du racisme.

Ce type de positions est une insulte aux femmes arabes d'hier et aux luttes autonomes qu'elles ont menées pour leur libération, sur lesquelles nous nous appuyons aujourd'hui pour poursuivre ce combat. Car ces luttes féministes arabes, dont les prémisses remontent au tout début du XIX^{e} siècle, sont le fruit d'*influences* littéraires occidentales et non de *pressions* – fait indéniable en ce qui concerne les pays du cœur arabo-musulman et relatif en ce qui concerne ceux du Maghreb. C'est oublier que ces femmes sont les seules des trois catégories de personnes discriminées par la Loi coranique à s'être libérées – pour une part – de leur statut d'infériorité, là où les esclaves et les non-musulmans doivent leur libération uniquement aux pressions européennes. C'est aussi miner, au passage, les luttes actuelles face à la détérioration du statut de la femme et des non-musulmans. C'est enfin et surtout mépriser tout ceux qui ont lutté pour ces décolonisations, pour que leurs peuples prenne leur destinée en main, et tout ceux qui se lèvent et meurent actuellement en Syrie, ceux qui se battent aujourd'hui pour la défense de la laïcité en Tunisie et en Egypte, parfois au péril de leur vie et de celles de leurs proches, ou encore ceux qui se sont levés hier dans d'autres pays arabes pour faire tomber leurs dictateurs.

Cachez cet Arabe que je ne saurais voir

Est-ce par peur d'être déçus par les motivations de ceux que certains voudraient voir comme les nouveaux sujets révolutionnaires de l'Histoire que ces questions sont bannies au sein de toutes les organisations d'extrême gauche ? Pourtant, il vaut mieux le savoir, les immigrés arabes ne sont ni plus ni moins anticapitalistes que qui que ce soit. Ce qui les attire en France, c'est la liberté, et avant tout la liberté de consommer, de s'enrichir, voire d'entreprendre. Ils n'ont bien souvent aucun espoir de voir émerger celle-ci dans leur pays d'origine où le pouvoir est traditionnellement corrompu. La liberté de commercer et de consommer n'y est accessible qu'à une petite minorité du cénacle des dirigeants et de leurs affiliés, et cela est d'autant plus sensible en période de crise économique. La majeure partie, pour ne pas dire la quasi-totalité des immigrés

arabes se fichent de défendre l'héritage en ruine des grandes luttes émancipatrices de l'Occident. De ce point de vue, ils ne se distinguent en rien de la majorité de la population française à laquelle ils sont parfaitement intégrés. La perspective d'une participation plus ou moins importante au festin capitaliste que promettaient les Trente Glorieuses – et que met à mort la crise économique actuelle – motive en grande partie leur exil vers la France. Le confort matériel et la richesse technologique de l'Occident fascinent les maghrébins comme le reste de l'humanité qui en est privée.

Si les immigrés ont pu apprécier le climat de liberté et l'ambiance relativement égalitaire qui règne en France, provenant de sociétés traditionnelles à fort contrôle social, il semble que ce climat ne leur convient plus – et pour cause : il est moribond. L'Occident, de plus en plus avec le temps, n'invite les immigrés qu'à certaines formes d'intégrations économiques, auxquelles ceux-ci adhèrent avec plus ou moins de facilité en fonction de leurs origines.

Portrait du néo-ex-colonisé

L'Arabe immigré moyen n'a aucun problème ni avec l'injustice sociale, ni avec l'autoritarisme, ni avec le sexisme du moment qu'il n'en est pas immédiatement victime. Ce sont là des lieux communs admis entre nous. Si vous lui dites que ce n'est pas juste qu'il y ait des pauvres et des riches sur terre, il vous dira « *non, ce n'est pas juste mais, Allah ghélab – La volonté de Dieu est puissante –, ça a toujours été comme ça dans l'Histoire de l'humanité* » ; si vous lui signalez que ce n'est pas juste qu'il y ait un chef auquel on doive se soumettre aveuglément, il vous répondra : « *il en faut toujours un, sinon c'est la fitna (le chaos)* » ; si vous lui dites que les *ras marbouta*, les têtes closes par un turban, qui pullulent dans nos quartiers, ici et au bled, sont porteuses de menaces pour la liberté comme pour l'arabité de chacun, il répliquera : « *oui, mais quand même, ce sont des musulmans, sans doute un peu égarés mais bon... Ce sont nos frères quand même, et ils ne font de mal à personne »,* etc. *;* si vous lui faites part de votre inquiétude face à la montée du nombre de femmes et de fillettes voilées dans votre quartier, il vous dira : « *c'est rien, ça... Quand même, c'est bien que des femmes choisissent la sûtra, la protection divine, dans ce pays de débauche »,* etc. Enfin, si vous lui dites que le port du voile et la lapidation à mort sont des archaïsmes inhumains, il le reconnaîtra peut-être du bout des lèvres et s'empressera alors de vous signaler que « *la peine de mort existe aux États-Unis »...* On voit là comment le pire de l'Occident est retenu et convoqué pour justifier l'injustifiable. L'Arabe moyen, musulman occidentalisé mais néanmoins semi-moderne, n'évoquera certainement pas alors les luttes qui sont venues à bout de cette même peine de mort, en France notamment, ni l'impossibilité de telles luttes, en Iran par exemple. Sauf évidemment si il a un intérêt immédiat ou différé à vous dire autre chose. Car, et c'est regrettable, *l'opportuniste* de Jacques Dutronc et le *Tartuffe* de Molière cohabitent bien souvent et sans difficulté majeure dans notre néo-ex-colonisé. Peut-être n'y a-t-il pas plus d'Arabe moyen que de Français moyen : mais ce qui est sûr, c'est qu'en France, les manifesta-

tions arabes contre l'intégrisme musulman sont extrêmement rares, [et le fait d'une petite élite[1]], contrairement aux manifestations françaises contre le Front National.

L'impasse stratégique

La combinaison des figures de l'opportuniste et du *Tartuffe* rend effective la participation, d'une part au manège bigot qui renforce l'islamisme, et d'autre part, aux rapports néo-coloniaux entre États occidentaux et pays sous perfusion économique, dont une bonne part des revenus provient de l'argent des immigrés, souvent durement gagné ici. Car celui qui émigre a l'injonction de réussir et, surtout, de montrer qu'il a réussi. Comment autrement justifier ce qui dans les cultures traditionnelles est quasiment sacrilège, à savoir l'éloignement volontaire du tissu familial et culturel d'origine ? Le choix de quitter la terre où sont enterrés ses ancêtres, le pays de son père, etc., est loin d'être anodin, pour un Arabe. L'installation pacifique de musulmans en terre non-musulmane n'a été possible et autorisée par les docteurs ottomans de la Loi islamique qu'à partir du début du XVIII^{e} siècle ; elle n'est effective et significative que depuis une soixantaine d'années environ. De plus, les familles traditionnelles dont nous sommes issues n'ont pas vécu de révolution culturelle débouchant sur une remise en cause du paternalisme, de l'autoritarisme et de la famille, comme celle de Mai 68 en France. Le choix de l'exode vers la France – ennemi d'hier – est donc loin d'être une simple affaire dans l'imaginaire arabe et, de ce fait, doit être justifié.

La *ghorba*, l'exil, pour être excusé doit conduire à la réussite sociale qui, en France, se veut axée principalement autour du mérite et de l'effort personnel ; dans nos pays d'origine, le rang et la fonction occupés étaient traditionnellement et sont encore trop souvent le fait de filiations et d'accointances avec la clique régnante. La réussite sociale en Occident passant par les canaux officiels du capitalisme (diplômes, formations, concours, entretiens, carrière, augmentation, etc...), d'ailleurs de plus en plus obstrués, demande de ce fait un effort singulier pour des individus qui y sont partiellement étrangers. Cette réussite doit se manifester notamment à travers l'importation de camelote occidentale, et de rêves de pays de Cocagne où *koulchi lebes abdullah,* tout va bien, Dieu merci, et en plus le petit va à la mosquée tous les vendredis, *ma klatouch franza, ched fi dinou,* comme on dit, la France ne l'a pas mangé, il garde sa Foi, même si c'est souvent loin d'être le cas, pour le meilleur comme pour le pire. Et pour cause : celui qui vit son exil comme une trahison cherchera constamment à prouver à lui-même et aux autres qu'il est plus arabe que les Arabes restés au pays, ce qui se réduit aujourd'hui à être plus musulman que les musulmans du pays... Cet idéal difficilement accessible en terre infidèle doit bien entendu être constamment contrebalancé par la volonté de devenir toujours plus prodigue qu'eux. Il en résulte une posture proprement intenable, à moins de jouer, au gré des circonstances et des intérêts, sur tous les tableaux. Cette stratégie fut particu-

[1] C'est par exemple le cas de l'appel louable, minimal et discret « *Des Tunisiens de l'étranger contre la violence des fanatiques religieux* », de la fin avril 2012, disponible sur notre site.

lièrement mise à jour lors des élections tunisiennes pour la Constituante d'octobre 2011.

Le fait que les Tunisiens vivant en France aient voté dans les mêmes proportions que les Tunisiens en Tunisie,pour le parti islamiste Ennhada [quatre sièges remportés sur les dix réservés à la France] interroge sur les intentions des premiers vis-à-vis de leur pays d'origine et de la France. Car le message induit est troublant : Il y a, d'une part, l'islamisme là-bas pour le supplément d'âme et surtout la bienveillance des islamistes et des chefs locaux – qui commencent à tenir des villages tunisiens sur le mode de la seigneurie féodale. Et il y a, d'autre part, la France, pour son confort, son argent et sa sécurité. Tant pis si le peuple tunisien souffre d'une application élargie de la *Shari'a*, nous, nous sommes en France à l'abri. Nos filles, qui étudient le management international pour un jour travailler avec les Saoudiens peuvent le faire en toute sécurité ici, sans être physiquement menacées par ces groupes de salafistes violents qui font de plus en plus d'incursions et d'intimidation dans les universités, comme en Tunisie...

Là encore, cela porte un nom : c'est de l'opportunisme.

Les Arabes restés au pays ne sont pour la plupart pas dupes de ce manège ; certains le dénoncent même à demi-mot et sur le ton de la dérision. C'était le cas du « *Mouvement des Cons* », né d'une réaction des Tunisiens face au vote islamiste des *Tounsi fi franza*, tunisiens vivants en France : Cette provocation potache appelait alors sur *Facebook* les Français résidant en Tunisie à voter Le Pen ([ce que 240 d'entre eux firent lors des présidentielles de 2012 – sur plus de 20.000])... La démarche de ce groupe traduit, de façon cynique, les questions que beaucoup de citoyens des pays arabes se posent en silence vis-à-vis de la France : pourquoi laissez-vous des liberticides jouer avec vos libertés ? Ces libertés pour lesquelles vous comme nous nous sommes un jour battus ne seraient-elles plus bonnes ni pour nous Arabes ni pour vous Français ? Pourquoi ces gens là participent-ils à construire le chaos dans notre pays tout en étant à l'abri en France ? Pourquoi, enfin, acceptez-vous que des électeurs islamistes possèdent la nationalité française, quand ils en bafouent les principes de liberté et d'égalité ? Questions malheureusement que seule l'extrême droite pose en France, exacerbe, déforme, isole et y apportant *ses propres réponses*, et c'est là tout le drame.

Farces et douleurs en islam

Les mouvances et régimes politiques islamistes exhument la xénophobie qui sommeille en chacun de nous, Européens, Arabes, Africains, Asiatiques, Américains. L'islamisme permet aux sujets arabo-musulmans d'exprimer et de fonder leur rejet de la différence et leur sexisme. Il leur permet, d'une manière générale, d'affirmer leur prurit de domination et la désignation de boucs émissaires et d'ennemis, l'ennemi étant celui qui n'est pas musulman, celui qui n'est pas dans le droit chemin. Cela aussi porte un nom, c'est de la xénophobie, voire du racisme pur et simple comme celui qui

s'exprime banalement vis-à-vis du *kahlouch*, le noir, d'autant plus si ce dernier ne reconnaît pas Mahomet. Oui, les Arabes peuvent être xénophobes et réactionnaires – et ils le sont dans leur écrasante majorité. Les gens de la gauche bien pensante comme radicale hurlent à le lire, quand les plus honnêtes d'entre nous l'admettent en riant sans grande difficulté, et surtout, mais plus rarement, n'en font pas une fatalité. Celui qui ne veut pas se plonger dans les livres d'histoire pour étayer cette évidence n'a qu'à interroger un Sénégalais immigré en Mauritanie, ou un chrétien nigérian chassé de son village par les massacres perpétrés actuellement par les pro-islamistes dans son pays, ou encore un ouvrier hindou ou un bouddhiste thaïlandais en Arabie saoudite, etc.

Refuser pour des raisons tactiques de voir la xénophobie arabe, c'est bien entendu l'encourager de façon pernicieuse ; cette attitude de déni semble être un des principaux ressorts du passage de la posture de victime, naturellement pure, innocente et flouée à celle de rebelle éternel, bourreau dangereux et potentiellement barbare.

Les autres franges immigrées (asiatiques ou européennes de l'Est, par exemple) ne resteront pas éternellement passives et confiantes en l'État, surtout si leur liberté de commercer est menacée par une poignée d'autres immigrés, qui jalousent leur réussite économique et se plaignent de n'être « *plus chez nous* » dans les quartiers jadis occupés majoritairement par des maghrébins. C'est notamment ce qu'on peut observer dans le quartier de Belleville à Paris, où les récentes tensions entre « jeunes racailles », notamment arabes et xénophobes, et travailleurs (notamment sans-papiers) Chinois et non moins xénophobes semblent annoncer un ras-le-bol réciproque dont on peut penser qu'il va se radicaliser et s'amplifier. Là encore, refuser d'admettre ce qui saute aux yeux, c'est laisser le soin à la droite de poser et de traiter le problème, voire le « régler », encore une fois à sa manière, c'est-à-dire en l'hypertrophiant, le déformant, l'arrachant à son contexte pour en faire un élément de son idéologie xénophobe.

Double appartenance, double absence, double exclusion

Rares sont aujourd'hui les individus au sein de la société française capables de constance et d'honnêteté dans leurs relations, qu'elles soient amoureuses, amicales ou politiques. Le besoin vital de relations sociales nous amène cependant à construire des liens mutuels hypocrites et claniques : On lutte ici entre écologistes bobos pour des repas bio à la cantine, là entre musulmans pour des repas halal, là encore entre transsexuels pour réclamer l'invention d'un troisième sexe administratif, etc. Les croyances les plus délirantes deviennent alors indiscutables, et signent la mise à mort de la perspective d'une société cohérente et unie autour d'un projet qui dépasse les particularismes et pose l'égalité et la liberté comme principes fédérateurs de ses membres. Pris dans ce mouvement, les immigrés arabes jouent leur part de la partition. Au fond d'eux-mêmes, nombre d'entre eux sont peu convaincus de leur croyance religieuse, beaucoup savent qu'ils se racontent des histoires, en reprenant et en exacerbant la part la plus aliénante de leur culture d'origine : l'islam. Mais il semble extraordinairement difficile de se l'avouer et de l'avouer publiquement, en prenant le risque d'être banni de son clan et de vivre la peur d'être renvoyé au vide d'une société

occidentale qui survit et se ment à défaut de vivre et de s'inventer. Dans une France psychiquement et socialement ravagée, nombreux sont les Arabes qui délirent et fantasment autour de leurs origines, leur culture, qu'ils ne connaissent pas, ou mal, la plupart du temps. En guise d'antidépresseur – fourni entre autre par l'Arabie saoudite – ils se réfugient dans une pratique décérébrée, prosélyte, tartuffesque et tout sauf spirituelle de l'islam.

La maladie de l'identité arabe

Le commerçant bigot estampillé « *halal* », ignore sans doute que tout en affirmant sa bigoterie et son goût pour le marketing, il délaisse une part précieuse de son identité arabe, celle qui veut que l'aliment soit préparé avec soin, patience et amour car destiné à être partagé ; celle qui veut que le mets ingurgité soit un remède pour le corps comme pour l'âme ; celle qui veut surtout que, bien que commerçant, il reste attentif à la satisfaction du consommateur et ne pratique pas la *ghadra*, traîtrise à la limite de l'empoisonnement volontaire d'autrui. Et voilà nos *rebeus* moyens contents de produire et de consommer des denrées dont le goût et la qualité feraient hurler nos grand-mères, et d'oublier jusqu'à la recette des *bricks* et de la *mouloukhia* pour épouser celles de la plus commerciale *pizza halal* et du plus tendance encore *sushi halal*. L'intégration fonctionne à plein dès qu'il s'agit de business, tout en préservant son ticket pour le paradis musulman : c'est là tout l'art de l'islamo-opportunisme.

L'islamisme, en se déployant, emporte avec lui tous les comportements autrefois désintéressés et spontanés qui faisaient la richesse des relations sociales entre les Arabes et les autres et entre les Arabes eux-mêmes. L'auto-dérision, l'art du conflit, la franchise, etc, sont autant de comportements qui s'évanouissent au profit du calcul, de l'intérêt immédiat ou posthume et de l'hypocrisie. Une institutrice musulmane, tout en ajustant le voile qu'elle remet sur sa tête une fois sortie de l'école publique où elle enseigne, vous dira sans la moindre gêne que, pour ne pas vous avoir raccompagné en voiture aussi souvent qu'elle l'aurait pu, elle regrette d'avoir perdu « plein de *hassanat »,* ces bonnes actions qui, cumulées, augmentent les chances d'accéder au paradis, celles qui s'exercent sur des supposés musulmans étant davantage « rémunérées ». Ce type de comportement tend à se normaliser chez les musulmans, qui ainsi enterrent chaque jour un peu plus la gratuité du geste solidaire et le souci de l'autre, dont nous pouvions nous enorgueillir ; mais aussi toutes les attitudes de frugalité et d'économie domestique basées sur la récupération et l'échange, au profit de débordements consuméristes, particulièrement visibles lors des retours au pays, et paroxystiques en période de ramadan. Ainsi disparaissent à vue d'œil de précieux leviers sur lesquels pouvait s'appuyer une écologie du quotidien – que certains appellent « décroissance » ou « simplicité volontaire », qui se cherche chez les Français et qui était naturelle et très présente, jusqu'à il y a peu, dans ces cultures traditionnelles. Là où l'islamisme apparaît, tout devient comptable, et plus rien n'est pris au sérieux dans ce processus, lent mais efficace, de déshumanisation des rapports entre les individus et entre ceux-ci et leur environnement.

Ainsi le musulman bigot profondément matérialiste endosse-t-il, sans difficulté aucune, la figure du petit boutiquier comptable, commerçant ici bas et avec l'au-delà, et dont les succès s'accommodent toujours de quelques petits arrangements ici et là.

Le pacte victimaire

La chanson de Daniel Balavoine, *L'Aziza*, hymne antiraciste matraqué sur nos ondes au cours des années 1980, contient une phrase qui résume très bien la posture victimaire. Elle traduit la tentation qu'ont nombre d'Arabes – immigrés ou pas – d'épouser une figure, elle aussi admirée et haïe, celle du Juif. La chanson s'adresse à une « beurette » et lui signale : « *Ton étoile jaune c'est ta peau / tu n'as pas le choix ».* Il est étonnant que cette phrase odieuse n'ait pas donné lieu à un tonnerre de réactions des descendants de Juifs et de résistants morts dans les camps hitlériens. Car, l'air de rien et en musique, le génocide des Juifs est associé – et mis au même niveau – que les discriminations, les exclusions, et quelquefois les crimes, dont sont victimes les Arabes, comme l'est la majorité des franges de la population française, qu'elles soient immigrées, féminines, handicapées, âgées, jeune ou tout simplement pauvres.

Mais, plus encore, la suite de la phrase introduit de façon très explicite l'idéologie victimaire dominante qui aboutit à la judiciarisation des rapports entre les individus et leur société vidée ainsi de ses citoyens responsables mais remplie de victimes qui exigent constamment réparation : « *Ton étoile jaune... ne la porte pas comme on porte un fardeau / Ta force c'est ton droit*. ». Le glissement s'opère d'immigré maghrébin à victime suprême, qui, en tant que telle, a tous les droits, le droit de faire et de dire n'importe quoi, en premier lieu, et surtout, celui de devenir à son tour, bien entendu, bourreau. Non, notre peau n'est pas une « *étoile jaune* », pas plus que notre gueule ou notre histoire ou quoi que ce soit d'autre et nous ne voulons être ni persécutés, ni persécuteurs. Et, oui, nous avons le choix de ce que nous voulons être : des individus émancipés, dignes et à la hauteur des enjeux de leur époque ; c'est-à-dire responsables, et n'attendant, de ce fait, rien des marchands de paradis terrestres ou virtuels.

La posture victimaire n'est pas une alternative à la posture islamiste : elle en est à la fois l'envers nécessaire et le complément organique. Les ressources pour s'extraire de ce faux dilemme existent autant qu'elles sont à créer. Il s'agit finalement de sortir de cette position infantile si bien décrite par le célèbre dicton de nos grand-mères, *nal'eb oula nfassed,* je joue ou je casse.

Les élections tunisiennes entre l'oligarchie et l'islamo-gauchisme

Interview d'un camarde tunisien

(Propos recueillis par le collectif Lieux Communs fin aout / début septembre 2011. Entretien paru dans la revue Réfractions *n°27, octobre 2011. Traduit en russe par nos camarades de la KPAC-MAT.)*

Notre camarade interviewé ici est un ancien marxiste libertaire influencé depuis des décennies par les idées de C. Castoriadis. Vivant à Tunis, il tente d'organiser politiquement des milieux qui s'éveillent à la chose politique autour d'idées radicalement nouvelles pour le pays et les dogmes qui y ravagent la vie intellectuelle et politique depuis trop longtemps mais que le soulèvement du 14 janvier ne semble qu'avoir à peine écornés. Les événements et leurs suite avaient été l'objet de textes et d'interviews[1] ; il nous livre ici un portrait sombre et sans concession du paysage politique tunisien à la veille des élections du 23 octobre, en même temps que quelques pistes d'actions et de réflexions élémentaires qui échappent autant à la démagogie électoraliste qu'à l'extrémisme suicidaire. On y découvre enfin une population sans aucune expérience politique, et aux perspectives ingrates, qui ne se résigne pas à se voir confisquer une liberté si chèrement, et si admirablement, conquise.

Dès le départ précipité de Ben Ali pour l'Arabie saoudite, vous aviez qualifié le mouvement tunisien de décembre-janvier de « soulèvement populaire » et non de « révolution », puisque le peuple n'avait pas cherché à former des organes politiques autonomes pour transformer radicalement sa société[2]. Ce diagnostic s'est largement vérifié, à la fois contre l'opinion occidentale qui se satisfait d'une telle normalisation, et contre les gauchistes tunisiens qui jouaient les « jusqu'au-boutistes » à des fins politiciennes. Huit mois après ces événements, quel regard rétrospectif leur portez-vous ? Leur interprétation est-elle un enjeu politique aujourd'hui ?

Dès le départ on a insisté sur le caractère spontané du soulèvement bien que des éléments appartenant à des groupes politiques y ont participé, y compris nous. Mais aucune formation politique n'avait prévu l'évolution des événements ni n'a eu d'influence décisive dans le soulèvement. Notre position

---

[1] Voir les textes : « *Le mouvement tunisien est politique et social* » (26/01) ; « *Tunisie : Les staliniens veulent le pouvoir* » (1/02) ; « *Tunisie : ''ni cellules destouriennes, ni partis politiques''* » (4/02) ; « *Poursuivre le mouvement tunisien sous d'autres formes* » (16/02).

[2] D'une manière générale, pour éclaircir tel ou tel point du présent entretien, y compris chronologique, on se reportera à nos deux brochures n°17 & 17 bis « *Les soulèvements arabes face au vide occidental – l'exemple tunisien* » avril – mai 2011. Sur ce point particulier, voir notre « *Introduction générale* », brochure n°17, p. 7, et le texte « *Retours de Tunisie* », brochure 17 bis, p. 32.

est la suivante : c'est un soulèvement contre le despotisme mais qui survient après des décennies d'apathie presque totale et de décadence sur le plan intellectuel, culturel, artistique,… Ce qui complique évidemment les choses et pèse lourdement sur la suite. Par exemple, l'importance des questions relatives à l'identité, aiguisées par le conflit du Proche Orient, imprègne les courants politiques qui jouent sur ce sentiment nationaliste, en partie justifié, mais qui bloque toute réelle ouverture à l'Occident. Il faut dire que nos intellectuels n'ont aucune connaissance de l'évolution des idées dans les pays occidentaux et restent en majorité attachés à des schémas du passé, bolcheviques, maoïstes, nationalistes arabes, baathistes, ou intégristes musulmans. Certes, le soulèvement a, en quelque sorte, dépassé tous ces dogmes, mais sans pour autant que nos intellectuels ne révisent leurs positions. Ils ont concentré leurs efforts et actions contre les gouvernements successifs, donc en direction des instances politiques [par exemple les spectaculaires manifestations à la *Kasbah* de Tunis], et se livrent à des alliances malsaines avec les extrêmes droites religieuses, pourtant soutenues par le régime du Qatar et les milieux financiers internationaux des pays du Golfe. Au lieu de profiter des possibilités offertes par le soulèvement pour s'intéresser aux questions de fond qui concernent la vie quotidienne des Tunisiens (problèmes économiques, sociaux, écologiques, culturels...) ils s'investissent dans une bataille politicienne qui réduit leurs effectifs au fur et à mesure que le souffle de l'insurrection se dissipe. Actuellement le nombre des partis politiques reconnus dépasse la centaine et le peuple n'a aucune confiance en ces politiciens.

C'est vrai qu'une véritable unité nationale s'était créée, au lendemain du soulèvement, et les Tunisiens étaient à la fois fiers et très prudents. Peut-on aujourd'hui déceler une évolution dans le rapport que la population entretient avec cet acte fondateur à la fois victorieux et douloureux, et notamment son symbole, le sacrifice de M. Bouazizi qui a tout déclenché ?

Bouazizi n'inspire plus l'unité nationale, d'autant plus que des éléments nouveaux sont venus remettre en cause le déroulement des événements... Notamment, on aurait découvert la mauvaise conduite de Mohamed Bouazizi avec l'agent de police, qui était une femme, et la façon abominable avec laquelle il l'a traitée. La population de Sidi Bouzid ainsi que tout le peuple tunisien a finalement eu de la sympathie pour elle et l'a soutenue... Aujourd'hui, ceux qui inspirent l'unité, ce sont les centaines de morts des différentes régions bien que cela soit devenu secondaire, et facilement récupérable par n'importe quel tribun. La seule chose positive décelable c'est l'absence de

peur, le dépassement de la posture de soumission et l'unité des gens contre les anciennes figures et responsables corrompus. Mais cela entraîne aussi le fait que certains croient qu'avec la « révolution » tout est permis et il y a même un déchaînement de comportements anti-sociaux. Par exemple, les gens au quotidien ne se respectent plus ni la priorité en voiture, ni les feux de circulation, jettent des ordures partout, ont installé des barricades avec demande de droits de passage,...

En effet, la dissipation de cette peur endémique et cette liberté d'expression et d'action si chèrement conquises vont de pair avec la disparition de la stabilité, de l'ordre et de la sécurité tels que les garantissait l'ancien régime. Qu'est-ce qui a changé dans la vie de tous les jours, pour les Tunisiens ? Et comment appréhendez-vous ce nouveau contexte politique ?

Les Tunisiens sont à la fois enthousiastes et pessimistes quant à l'avenir : d'une part ils ont fait tomber un symbole du despotisme, Ben Ali, mais d'autre part il y a un vide politique et culturel énorme. Les gens sont devenus méfiants. Bien sûr, on a dépassé la peur, mais cela peut conduire aux évolutions les plus agressives et imprévisibles : délinquance, viol, vol à main armé, violence... Disons que l'imaginaire radical tunisien pourrait très bien se déchaîner et entraîner le pire. Quant à nous, nous avons refusé, malgré la pression, de nous organiser en partis politiques et de participer aux manigances politiciennes. Nous refusons la démarche classique qui consiste à axer le travail sur le combat contre les instances politiques pour s'arracher une position - et ce d'autant plus que ces groupes opposants n'ont aucun poids significatif. La faillite du stalinisme et l'échec des groupes conspirationnistes doit ouvrir de nouveaux horizons de lutte et de nouvelles pratiques. L'autonomie, pour nous, consiste en partie à s'adresser aux autres comme étant aussi capables d'être autonomes et nous comptons sur la capacité créative et imaginative des citoyens. Nous nous adressons donc à toute la société, et non aux politiciens et idéologues, et ce dans les domaines les plus variés et qui concernent chacun : l'agriculture, le féminisme, l'écologie, la laïcité, le chômage, l'éducation,... Nous nous consacrons aux problématiques sociales et intellectuelles, qui sont urgentes, en nous adressant à tout le monde sans exception - sauf ceux qui prônent une idéologie, et particulièrement les gauchistes, nationalistes arabes et intégristes. Par contre, nous discutons avec les jeunes attirés par leurs discours car nous considérons que, d'ici les élections, leur masse de sympathisants va se réduire. On évite donc le jargon trop révolutionnaire en traitant des questions qui relèvent de la vie courante, et en

premier lieu la lutte contre le salafisme.

*

L'insurrection tunisienne a provoqué des mouvements analogues dans tout le monde arabe et au-delà, et l'afflux de réfugié libyens fuyant la guerre touche directement les populations frontalières, qui font preuve d'un dévouement extraordinaire, aux dires mêmes des instances internationales. Quelle est l'opinion des Tunisiens sur ces « révolutions arabes », la contestation en Israël ou les mouvements de démocratie directe du printemps en Espagne et en Grèce ?

En général, le peuple tunisien a suivi de près les soulèvements en Egypte, au Yémen, en Syrie, et bien sûr en Libye, notre voisin immédiat. Mais dans tous ces pays, les nationalistes arabes et baathistes jusqu'ici dominants sont maintenant haïs par les populations, et chacun craint que les forces réactionnaires (les émirats, le capitalisme mondial) détournent ces mouvements pour les soumettre à leurs agendas politiques et leurs stratégies dans la région. Par exemple on sent qu'il y a une tentative d'utiliser les Frères musulmans comme la cinquième colonne pour servir les intérêts financiers de l'oligarchie mondiale. Quant au mouvement en Israël il est presque méconnu, sauf par nous et quelques démocrates, car nos intellectuels voient en ces mouvements un conflit interne au sein de l'ennemi, y compris ceux qui se disent anarchistes ou anarchisants ! Nos intellectuels nationalistes et islamo-gauchistes chauvins sont devenus aveugles. Quant aux mouvements de démocratie réelle ou de démocratie directe, ils ont eu un écho limité et, pire encore, les staliniens ont usurpé leurs slogans pour les utiliser dans leurs propagandes, exactement comme lors de la formation des « comités de protection » ici en Tunisie[1]. Des jeunes se disent anarchistes mais ils ne connaissent rien de l'histoire du mouvement anarchiste, et leurs actions ne diffèrent pas beaucoup des manipulations et de l'opportunisme des staliniens. En lisant les textes publiés par les mouvements de démocratie réelle en Espagne, en Grèce et au Portugal, nous avons été étonnés par la clarté, le contenu simple et compréhensible, l'absence de toute référence idéologique y compris libertaire. Nous avons traduit certains appels en langue arabe, tandis que des gauchistes y ont vu un appel réformiste pas suffisamment révolutionnaire[2].

La fin de la dictature et l'ébullition qui s'en est suivie ont marqué le dé-

[1] Cf. « *Retours de Tunisie* », op. cit. pp. 32 – 33 et 43 – 44.

[2] Cf. « *Introduction générale* », op. cit.

but de mouvements plus ou moins populaires, et dernièrement une nouvelle tentative de mouvement « Kasbah » a eu lieu à la mi-juillet. La répression policière a fait un mort, provoquant le rétablissement local du couvre-feu, et l'organisation peu après d'une manifestation unitaire des formations dites « de gauche » qui accusent l'extrême droite religieuse. Qu'en pensez-vous ?

Il faut dire que les deux grandes manifestations de la *Kasbah* de janvier-février [« Kasbah I » & « Kasbah II »[1]] regroupaient deux forces contradictoires : D'un côté, un mouvement citoyen épris de liberté et qui veut continuer la lutte contre les symboles du despotisme, et de l'autre les partis politiques d'extrême gauche et d'extrême droite regroupés sous le drapeau du soi-disant « Comité de Protection de la Révolution » (CPR), une coalition des plus opportunistes aujourd'hui au pouvoir. Pour la nouvelle tentative du mouvement Kasbah ayant eu lieu mi-juillet, c'est la même chose : elle fut elle aussi organisée par les staliniens, les nationalistes arabes et surtout les intégristes. Elle s'est finalement soldé par un fiasco pour les intégristes, car la population en général et surtout les petits commerçants du Souk ont compris le véritable enjeu, particulièrement lorsque le noyau dur de la manifestations, les trois cent personnes qui réunissaient autant l'extrême droite que extrême gauche, ont poussé la police à intervenir violemment dans la mosquée où elles s'étaient retranchées...

Le mot d'ordre « dégage ! », qui avait marqué la fin de l'insurrection a été repris un peu partout par la suite pour évincer des ministères, des administrations, des gouvernorats et des entreprises, les cadres qui avaient trempé dans la corruption généralisée qu'organisait le clan Ben Ali – Trabelsi. Ces mobilisations locales, spontanées et indépendantes étaient d'autant plus prometteuses que, menées avec une retenue et une prudence admirables, elles semblaient pouvoir déboucher sur une volonté de contrôle permanent des élus et des représentants, donc sur une dimension centrale de la démocratie directe. Qu'en est-il actuellement, et sur quels obstacles culturels ou politiques les gens buttent-ils dans cette perspective ?

Le mouvement de refus des anciens responsables du pouvoir de Ben Ali continue et des actions de protestation dans les régions, les entreprises et administrations n'ont jamais cessé. Alors il y a cette volonté de contrôler, mais ce n'est qu'un germe. C'est un mouvement important à suivre, à renforcer et à soutenir, mais il ne faut pas l'exagérer ou le surestimer. La déca-

[1] Cf. « *Retours de Tunisie* », op. cit. p. 36.

dence politique de notre pays est très importante, et il n'y a aucune pratique ou pensée vraiment pertinente, ni du côté des intellectuels, ni du côté du peuple. Les gens refusent les corrompus, les despotes et les anciens collaborateurs de Ben Ali mais en même temps, ils demandent au pouvoir d'être assistés : nous voulons des entreprises, et des routes, et l'eau potable, et le développement régional...

En fait la solution réside non dans le « développement » tel qu'on l'entend habituellement, mais bien dans le soutien à toutes les régions par une répartition équitable des biens et des ressources disponibles. Par exemple, on sait que la nappe phréatique de Sidi Bouzid, d'où tout est parti, a été surexploitée et que la pollution des sols et la salinisation ont atteint des degrés inacceptables. Nous, nous appelons à une conversion écologique de l'économie dans un cadre global, voire mondial.

Venons-en aux innombrables luttes dans les entreprises, qui inventaient quasiment au fur et à mesure toutes les pratiques de grèves, de revendications, d'actions directes, etc... Elles devaient s'affronter non seulement à la direction et à sa répression débridée, mais également à l'indifférence des militants de « gauche », sans parler du reste de la population, qui n'y voyait que confusion et menace pour le redémarrage économique du pays. La situation a-t-elle changée aujourd'hui ?

Toutes ces luttes continuent : on a vu des blocages des transports ou des pompes à essence, ou encore des mobilisations plus « écologistes ». Leur intérêt est qu'ils sont indépendants vis-à-vis des partis politiques. Les grèves elles-mêmes ont abouti à des acquis matériels intéressants, sur plusieurs plans, notamment l'organisation du travail et le refus de la soumission aux instances bureaucratiques. Comme d'habitude l'UGTT [l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, seul syndicat autorisé sous Ben Ali] est contre ces mouvements. Signalons qu'elle fut l'organisatrice dudit CPR, donc qu'elle est, comme toujours, du côté du pouvoir, et que les gauchistes se sont ralliés à cette direction en suivant une tactique consistant à éviter de la critiquer sachant qu'elle leur fourni toute la logistique... Quant à nous, notre force est très limitée, et d'ailleurs même si nous en avions la force, notre façon d'agir n'est pas celle d'encadrer ou influencer ces mouvements : nous avons définitivement rompu avec ces méthodes staliniennes.

Dans ce contexte, l'émigration vers l'Europe et surtout la France joue

un rôle très important : comment faut-il comprendre le débarquement de jeunes Tunisiens à Lampedusa dès la fuite du dictateur ? Les gauchistes français en ont fait, contre toute attente, les représentants du mouvement révolutionnaire : comment cela est-il interprété par les Tunisiens, et qu'en pensez-vous ?

Défendre les émigrés clandestins, c'est défendre leur exploitation dans des travaux au noir... Et d'ailleurs, ces jeunes ne veulent que profiter de la société de consommation européenne et vos gauchistes, comme les nôtres, n'ont encore rien compris. En général ces émigrés sont mal vus par la population, qui considère que ce n'est pas la solution mais qu'il faudrait plutôt s'atteler à construire le pays.[1]

Le régime de Ben Ali était une dictature policière et son effondrement a mis au premier plan une institution militaire qui semble aujourd'hui jouer un rôle de garde-fou face à un ministère de l'intérieur qui peine à se réformer. Les nombreux partisans de l'ex-RCD, estimés à plusieurs centaines de milliers, ont fait un moment profil bas, mais n'ont pas désarmé, puisque certains se sont réfugiés en France, d'autres ont formé un parti autour de l'ancien ministre de l'Intérieur et beaucoup noyautent d'autres formations politiques : quelles sont actuellement leurs forces, leurs stratégies et comment la population les perçoit-elle ?

Juste après le 14 janvier on a vécu une période d'instabilité et d'insécurité et on a dû monter la garde pour protéger nos familles, quartiers et maisons des délinquants échappés des prisons et des masses déchaînées des quartiers populaires. La police avait disparu et quelques gauchistes conspirateurs en ont profité pour appeler à usurper le pouvoir : un avocat parmi eux a même dit à une foule : « *Le pouvoir est jeté dans la rue allez le prendre* », alors que tout le monde n'attendait que le retour de l'ordre[2]... Aujourd'hui, l'ancienne police est corrompue et refuse de participer au maintien de la sécurité tandis que la corporation a connu des divisions importantes et ne peut plus intervenir comme avant. L'Europe, de son côté, a envoyé une commission chargée de la formation policière, et on assiste au recrutement de nouveaux éléments. Une bonne partie de la population se réjouit de ces mesures : il ne faut pas négliger le fait qu'un sentiment de peur et de crainte plane encore sur la pays, tandis que la police traditionnelle refuse de jouer son rôle de protection civile de

[1] Cf. « *Jeunesse en lutte, jeunesse en fuite* », Brochure n°17, p. 43.

[2] Cf. « *Retours de Tunisie* », op. cit. p. 34.

peur d'être taxée de violente, et donc d'incarner la survivance de l'ancien régime. Et il ne faut pas oublier la corruption...

Mais quand on parle de contre-révolution, on la limite aux seuls partis pro-RCD en oubliant toutes les autres forces réactionnaires alliées au capitalisme mondial, et essentiellement le mouvement intégriste. Mais cet oubli n'est pas anodin : les staliniens alliés aux intégristes voient tout ce qui bouge comme étant RCD, même les salafistes djihadistes : c'est un prétexte très commode mais très dangereux !

Avant d'y arriver, évoquons les grands vainqueurs du soulèvement : les milieux aisés, la bourgeoisie* compradore *qui a dorénavant les mains libres sur les commandes du pays et qui est représentée par une quantité incroyable de partis et pseudo-partis. Y a-t-il réellement des projets politiques proposés conséquents et contradictoires susceptibles d'orienter la nation tunisienne ou ne sont-ils que des paravents pour une gestion oligarchique comme la connaissent tous les pays d'Europe ? Quel sera leur attitude face aux multiples crises, notamment économiques, qui secouent le monde et qui iront en s'accentuant ?

Ces partis de droite sont multiples : le spectre va des libéraux anciens RC-Distes au Parti patriotique libre jusqu'aux partis modérés et centristes comme Ettakattol ou encore d'autres partis qui n'ont pas une influence considérable sur la scène politique, mais qui, regroupés, peuvent avoir un poids important. Pour ce qui est des programmes et des projets qu'ils vendent, ils sont tous identiques et sans surprise : lutte contre le chômage, égalité, soutien et développement des régions délaissées par Ben Ali… De tels programmes sont inapplicables dans les conditions mondiales, à l'exception de quelques petites réformes. Le pouvoir actuel, et celui qui sortira des élections, quelque soit son orientation idéologique et politique, ne peut être qu'un allié de l'oligarchie mondiale. Aujourd'hui, il faut choisir entre l'intérêt du peuple et l'action en ce sens avec lui, ou prétendre au pouvoir.

La nébuleuse gauchiste – nationaliste s'était regroupée au sein du « Front du 14 janvier », après avoir organisé entre eux des « comités révolutionnaires » afin d'usurper la légitimité des « comités de protection » que la population avait spontanément formés lors des journées noires où le pays avait été livré à lui-même. A l'époque, ces grands opportunistes jouaient la carte de l'union sacrée tout en misant sur tous les tableaux, sub-

versif et parlementaire, marxiste et religieux, tandis que la population découvrait leurs visages et leurs pratiques : quel est l'état de leurs forces aujourd'hui, quels sont leurs projets, leurs alliances et l'attitude de la population à leur égard ?

D'abord il faut comprendre qu'ils n'ont aucun véritable contenu intellectuel : le gauchisme s'est effondré et il n'y a pas, à proprement parler, de nation tunisienne, ni de nation arabe... Ce sont de grands opportunistes. Le « Comité de Protection de la Révolution » fut créé tout d'abord par des national-staliniens avec l'appui de l'UGTT, et ils l'ont ouvert aux intégristes musulmans, qui ont été les premiers à bénéficier du cadre qui n'est qu'un moyen pour voler le soulèvement et accaparer le pouvoir. Comme d'habitude, ils usent d'un double discours (et c'est la même chose pour les intégristes) : d'une part, ils appellent à la continuation du mouvement révolutionnaire pour « réaliser les objectifs de la révolution » (qui n'a jamais fixé d'objectifs à part contrer le pouvoir de Ben Ali !) et d'autre part se précipitent sur les plateaux des chaînes de télévision y compris celle créée récemment par un collaborateur des Trabelsi... On a même consacré une émission de cinq heures au leader des staliniens, Hamma Hammami, relatant sa vie politique, familiale, personnelle... C'est le vide. Dernièrement, un grand homme d'affaire lié au secteur mondial du pétrole et qui a de multiples sociétés à l'étranger est apparu brusquement dans la scène, M. Riahi, leader du Parti Nationaliste Libre, nouveau parti. Il a pu se rallier des « leaders » des « comités révolutionnaires », surtout dans les zones d'où a commencé le soulèvement, et beaucoup en sont devenus les portes-parole dans leur régions, bien entendu moyennant un argent fou issu des milieux d'affaires américains et anglais... L'argent sale des intégristes et des partis de droite joue actuellement un rôle décisif. Les staliniens et nationalistes arabes n'ont rien à apporter sauf les schémas dépassés, et il n'y a rien à espérer d'eux, ils ont perdu sur tous les plans. D'ailleurs, tout un courant au sein de la jeunesse est devenu un ennemi farouche de ces mouvements gauchistes et les accuse de trahison. Nous sommes certains qu'après les élections, toute la jeunesse de ces partis les quittera en masse, déçus des pratiques opportunistes des leaders.

Il est temps de changer de discours et de s'intéresser aux vrais problèmes en ouvrant des champs de lutte, en créant des réseaux multiples de discussion et d'échange de points de vue.

L'absence des islamistes, en tant que tels, durant le soulèvement ne les empêche pas d'avoir beaucoup de crédit aujourd'hui dans toutes les

couches de la population et de provoquer des rapports de forces quotidiens, même s'ils ont quitté la très hétéroclite « Instance nationale pour la protection de la Révolution » qui refusaient les financements étrangers : quelle est leur stratégie actuellement, particulièrement autour de cette période délicate du Ramadan ?

Les extrêmes droites religieuses aspirent naturellement à l'usurpation des fruits du soulèvement. Aujourd'hui, les intégristes poussent les gauchistes à se manifester (même si leur nombre se réduit : quelques centaines à Tunis, à Sidi Bouzid et Gafsa) pour les manipuler tout en se consacrant au travail de propagande, d'abord dans les mosquées[1] et ensuite en offrant des habits et de la nourriture à des familles pauvres avec le soutien financier du Qatar. Ils ont une stratégie internationale : un des leaders d'Ennahda, M. Djebali, est parti à Washington pour renforcer les rapports avec les USA, et en retour la plupart de leurs partis (PDP, ETTAKATOL et autres) furent invités par l'ambassadeur américain à un dîner au mois de Ramadan, et ils ont accepté l'invitation.

Quand on parle des intégristes, il faut aussi parler des programmes des forces oligarchiques mondiales qui veulent limiter les dégâts en encadrant ces soulèvements par le soutien de certaines forces politiques, dont les intégristes soi-disant modérés. Avec ce qui se passe en Libye, et le détournement du soulèvement qui s'est transformé en une guerre civile où l'OTAN joue un rôle décisif, on est en droit de parler des projets de l'oligarchie mondiale alliée aux intégristes, qui sont toujours très organisés et très implantés dans les populations. Si en Libye ils sont effectivement majoritaires, en Tunisie ils ne peuvent à eux seuls gagner le pouvoir. Car il faut dire, contrairement aux bêtises colportées ici par les pires tendances politiques, que Bourguiba fut un dictateur, mais un despote éclairé qui a instauré le code du statut de la femme qui est unique dans le monde arabe, marqué par un trait libéral inspiré de l'Europe. Les femmes tunisiennes et tous les démocrates sont très attachés à ces acquis.

Justement, le parti intégriste le plus populaire, Ennahda, joue la carte modérée face aux salafistes qui n'hésitent pas à terroriser en faisant le coup de poing dans les rues. Les mouvements anti-religieux qui se forment chez les jeunes ou chez les minorités berbères ont-ils une chance d'articuler un discours et d'adopter des pratiques capables de faire pièce à leur influence ?

Un mouvement de jeunesse est effectivement en train de naître, on le suit

[1] Cf. « *Prosélytisme bien particulier, Emirs et Imams autoproclamés - Le loup est bien dans la bergerie* ! », paru dans le journal tunisien *Le Temps* du 2 mai 2011 et « *La guerre des mosquées* », paru dans l'hebdomadaire tunisien *Réalités* du 11 avril 2011.

de près et on y participe : c'est le mouvement très critique contre les intégristes qui s'exprime par des écrits dans les journaux, sur *Facebook*, internet, etc... C'est un mouvement autonome qui regroupe de simples citoyens, des libéraux, des intellectuels, des journalistes, et qui mène une lutte essentielle contre l'extrême droite musulmane mondialisée, puisque des variantes semblables existent en Egypte et en Syrie. Ce qui est intéressant, aussi, dans ce mouvement, c'est qu'il a dépassé un certain stade pour approfondir la critique de l'histoire de la civilisation musulmane et de la religion. Nous assistons donc à la montée d'un mouvement laïc radical parmi la jeunesse, surtout des grandes villes et issue de toutes les couches sociales, surtout moyenne. Nous pensons que ce mouvement doit être alimenté par une pensée libertaire et doit déboucher sur la rupture entre les domaines religieux et politique.

Les minorités berbères, majoritairement contre l'intégrisme, s'organisent mais leurs actions sont limitées sachant qu'elles commettent l'erreur de ne pas chercher des appuis et des alliances avec la majorité arabe. De toutes les façons nous soutenons tous ces mouvements même les libéraux (car être libéral sur le plan politique en Tunisie n'a pas la même signification qu'être libéral en Europe) : nous pensons que la situation est telle que, contre la montée de l'extrême droite religieuse, il ne faut pas hésiter à s'allier avec les forces démocratiques et libérales. Car les gauchistes et les nationalistes arabes sont totalement absents de ce mouvement. Les gauchistes pensent que ce sont de faux problèmes alors qu'au même moment les Émirs du Golfe versent des centaines de milliards aux différents courants salafistes pour saper les révolutions arabes. Nos gauchistes se moquent des mouvements pour la laïcité et pour la séparation entre le politique et le religieux et considèrent que ce n'est que du pur libéralisme... Il ne faut pas oublier que les gauchistes de tous bords n'ont jamais été et ne sont pas contre les intégristes musulmans mais essentiellement leurs alliés. Les seules manifestations contre les intégristes furent celles pour la laïcité et d'autres manifestations organisées par de simples citoyens (organisés tous les samedis) auxquelles nous avons nous-mêmes participé.

La population tunisienne est appelée à participer aux premières élections libres le 23 octobre prochain pour élire une assemblée constituante qui donnera au pays une nouvelle constitution. Depuis six mois, le nombre de partis déclarés a progressivement dépassé la centaine. La majorité sont des organisations fantoches montées à des fins uniquement financières et arrivistes : cela explique partiellement que les Tunisiens aient rechigné à s'ins-

crire sur les listes électorales, et l'aient souvent fait in extremis. Quels sont les enjeux de cette période et de ces premières élections libres en Tunisie ?

D'abord il faut signaler que les élections étaient prévues fin juillet, puis elles ont été reportées, et c'est une décision bénéfique car les gens n'avaient pas le temps pour s'informer et choisir : c'était évidemment les intégristes qui voulaient précipiter les choses pour mettre à profit leur large ancrage dans la société. Quant à l'enjeu de la nouvelle constitution, il est essentiellement religieux. Les intégristes veulent changer la constitution en promulguant la *Charia*, pour re-légaliser la polygamie (les fameuses 4 femmes), les *jawaris* [jeunes filles esclaves], couper la main du voleur, etc... Samir Dilou (un des leader des intégristes d'Ennahda) l'a explicitement dit. Quant à Moncef Ben Salem, un autre leader intégriste, il a affirmé solennellement que la constitution actuelle, qui date de l'indépendance de 56, fut écrite par la France et les sionistes et que Bourguiba était un sioniste ! Alors que c'était lui qui a accepté d'inviter les Palestiniens qui ont été chassés du Liban...

Pour ce qui est des pronostics, les modalités techniques électorales ne permettront pas aux intégristes de gagner, même s'ils font un bon score (entre 15 et 30 %)[1], et de toutes les façons la bourgeoisie libérale est en train de se rassembler pour avoir une majorité confortable. Le risque pourrait venir de l'alliance des gauchistes et des nationalistes avec les intégristes : une des fractions des staliniens appelle aujourd'hui à la coalition avec les islamistes.

Mais, plus généralement, malgré la propagande fournie par les différents partis politiques qui n'hésitent pas à utiliser les moyens les plus malsains, une étude dans les quartiers pauvres montre qu'une large proportion des classes déshéritées et délaissés ne vont pas participer aux élections. Pour eux, « *ces élections sont pour les gens riches et qui veulent le pouvoir, nous n'avons pas confiance en ces partis politiques qui nous vendent des discours* ».

[1] [La participation fut de 51,9 %, sur un corps électoral de près de 8 millions de personnes. Il faut donc relativiser le score écrasant d'*Ennahda* (41,7 %) qui occupe aujourd'hui 89 sièges sur les 217 de l'assemblée constituante, sachant que les partis salafistes qui terrorisent la populations étaient interdits. *Note du 10/05/12 : pour la première fois, l'un d'entre eux vient d'être autorisé, le « Front de la Réforme »...]*

La confusion occidentale

Des fondements historiques et anthropologiques des mouvements d'émancipation et de leur ruine dans le gauchisme contemporain

Collectif Lieux Communs, mai – novembre 2011

(La présente version a été corrigée, les modifications significatives depuis sa mise en ligne ont été placées entre crochets.)

> « *Il n'existe pas de moyen plus efficace de saper le "complexe" de supériorité occidental, que de remettre en cause sa croyance triomphaliste selon laquelle le développement historico-économique de l'Occident était un processus inévitable et naturel.* »
>
> E. Meiskins Wood[1]

La pensée marxiste a été centrale durant tout le XX^e^ siècle pour la quasi-totalité des milieux et des courants dits « de gauche ». Elle a imposé une conception de l'histoire, de la culture, de la société et de l'individu qui s'est décomposée au fil du temps : elle n'a aujourd'hui plus grand-chose à voir avec la philosophie de Marx, [et encore moins avec ce qu'elle pouvait avoir de plus vivant]... Son effondrement théorique et pratique progressif, toujours dénié, provoque une confusion idéologique sans précédent. Depuis des décennies, les tenants d'un changement politique radical ne parvenant pas à ignorer complètement la réalité se condamnent tantôt à un retour a-critique vers les mentalités « traditionnelles » dites « de droite », tantôt à une course en avant plus ou moins pathologique qui les éloigne de plus en plus des réalités populaires les plus triviales. Cette situation est sans doute transitoire, et pour plusieurs raisons. Mais elle n'en dévaste pas moins tous les domaines de la praxis politique et sociale, au moment même où l'humanité entre dans une période de grande agitation qui n'est pas près de finir[2]. Cet épais brouillard intellectuel et politique est particulièrement dense sur son versant social et culturel, que l'on pourrait formuler comme *la question de l'Occident*.

Une occasion d'aborder le problème nous a été donnée par une violente polémique lancée contre nous par M. Coleman au printemps dernier. Sa réaction n'aurait sans doute pas retenu notre attention si elle n'avait été une manifestation particulièrement révélatrice de cette profonde désorientation. L'analyse de ses positions nous permettra dans un second temps de comprendre l'émergence de ce qu'il faut bien appeler un *anti-occidentalisme*, aussi incohérent que dangereux.

---

[1] *L'origine du capitalisme*, Québec, Lux Ed., 2009, p. 50.

[2] [Cf. « *Entrée en période troublée* », introduction générale à la brochure n°18 « *Le mouvement grec pour la démocratie directe – Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale* », septembre 2011, *Lieux Communs*, disponible sur notre site.]

De l'accusation « d'extrême-droite »...

A la suite de la publication d'une première brochure sur les soulèvements arabes[1] au retour d'un voyage que nous avions fait dans la Tunisie post-insurrectionnelle. M. Coleman, qui publie la revue *Ni patrie, Ni frontières*, [qui traite régulièrement depuis une dizaine d'année des problématiques de classes, de races, de cultures, de religions et de civilisations[2]] nous a fait part de son irritation à sa lecture. Il a fébrilement rédigé un pamphlet en cinq jours[3], sans attendre la parution de notre seconde brochure qui pourtant lui répond de bout en bout[4], et n'invoque bizarrement qu'un seul de nos textes, le premier, l'*Introduction générale* (pp. 3-11). M. Coleman croit pouvoir y déceler notre supposée « *relation religieuse* » avec le philosophe C. Castoriadis, et, surtout, dans nos positions, une « *proximité avec des thèses réactionnaires* ».

L'accusation ne manque pas d'aplomb, autant contre C. Castoriadis, révolutionnaire jusqu'à la fin de sa vie, que contre notre collectif, qui affiche clairement sa volonté d' « *œuvrer pour une auto-transformation radicale de la société et l'instauration d'une démocratie directe capable d'établir l'égalité des revenus pour tous et de provoquer une redéfinition collective des besoins*. »[5] Le procès qui nous est intenté surprend d'autant plus que la culture arabo-musulmane ne nous est en rien exotique, puisque certains d'entre nous sont des deux rives, que les liens et voyages tissés avec la Tunisie ne datent pas de janvier dernier, que nous publions depuis des années des textes en arabe de nos camarades d'outre-Méditerranée, et que le Maghreb et l'Islam sont, pour nous qui ne parlons pas depuis les quartiers chics mais qui vivons et travaillons dans les quartiers populaires et d'immigration, aussi des voisins, des amis, des collègues et des parents, des conjoints. C'est de là que nous répondons, nous et nos camarades tunisiens. Bien entendu, les acrobaties affligeantes auxquelles se livre notre petit procureur renseignent moins sur nos thèses, faites effectivement de véritables *lieux communs*, que sur la

---

[1] *Les soulèvements arabes face au vide occidental*, Brochure n°17, avril 2011, disponible depuis le 11 mai sur le site www.magmaweb.fr rubrique *Brochures*.

[2] [Cf. G. Fargette « *Ce qu'est la publication Ni Patrie, Ni Frontière* », *Le crépuscule du XXe siècle*, n° 23 - 24, novembre 2011, disponible sur notre site.]

[3] « *"Soulèvements arabes" : il est temps de dire "Bye, bye, Castoriadis !" - ou pourquoi les récents soulèvements au Maghreb et au Machrek devraient aider certains libertaires à couper définitivement le cordon ombilical qui les rattache à leur Maître à penser* » publié le 17 mai 2011 sur son site internet (http://mondialisme.org/spip.php?article1640). [L'auteur réagira au présent texte huit jours après sa mise en ligne le 12 décembre 2012 en publiant le texte « *A propos des saintes nitouches "castoriadiennes" de* Lieux communs » (http://www.mondialisme.org/spip.php?article1777), qui ne s'est avéré être qu'une manœuvre de diversion, sans rapport avec les arguments avancés ici. Rien que la formulation du titre explique notre absence de réponse : nous essayons, tant que faire se peut, de maintenir nos échanges à un certain niveau.]

[4] …mise en ligne sur le site le 18 mai 2011. Lire notamment le texte principal *« Retour de Tunisie »*, Brochure n°17bis, pp. 23-53.

[5] Texte d'accueil de notre site.

démarche et les lourds présupposés de M. Coleman, tous deux extrêmement révélateurs de la dégénérescence des comportements et de la doxa gauchiste, et des démons qui le poursuivent.

Comment peut-on être tunisien ?

Ainsi, dans l'introduction à nos brochures sur les soulèvements arabes, nous évoquions le « *fatalisme* » des Tunisiens, que nous interprétions comme le pendant religieux de l'apathie politique des populations européennes[1] : en France, on dit « *c'est comme ça* », en Tunisie « *Allah ghelb* ». Ce fatalisme s'enracine dans une histoire où se succèdent dictatures récentes (Ben Ali, Bourguiba), colonialismes répétés (français, italien, turc, arabe), califats et sultanats traditionnels. Ce constat est taxé sans discussion « *d'extrême-droite* »... A propos du soulèvement populaire de décembre 2010 - janvier 2011, nous pointions les « *difficultés à passer de la critique des personnes à celle des structures* » en convoquant la quasi-absence de réels mouvements d'auto-émancipation depuis des siècles, l'échec de la décolonisation et le délabrement interne du modèle occidental : nous voilà coupables d'« *essentialisme* ». Enfin, nous jugeons jusque dans notre déclaration fondatrice[2] que la « *socialité* » populaire n'est pas complètement détruite dans ces pays où le « Développement » et le « Progrès » n'ont pas encore éradiqué la vie sociale comme en Europe[3], et que cela donne aux insurgés l'insigne avantage de pouvoir s'appuyer sur un tissu social dense, à condition de le critiquer. Cela ferait de nous les dignes héritiers de « *l'État colonial français* »...

Bref, en nous interrogeant sur les obstacles qui empêchent le soulèvement tunisien de dépasser le niveau simplement anti-autoritaire, nous ferions l'éloge de la « *supériorité de l'Occident* », entité « *close* », et « *sans tares* », opposée sans discernements aux « *Arabes* » et aux « *musulmans* », que leur culture immuable rendrait inassimilables en Occident et anthropologiquement incapables d'accéder par eux-mêmes à la « *démocratie* ». Tout cela, bien entendu, ne nous empêcherait pas d'avoir « *publié une excellente brochure* », contenant des « *interviews très intéressantes de camarades tunisiens* »[4] [qu'il a d'ailleurs immédiatement publiés sur son site[5]] tout en évitant les

[1] On lira à ce propos notre brochure *Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins*, Brochure n°16, janvier 2011, disponible sur le site.

[2] Cf. notre présentation sur la page d'accueil de notre site ou au dos de cette brochure.

[3] On lira sur ce sujet le clairvoyant Riesman *La foule solitaire*, Arthaud, 1964 et symétriquement Eugen Weber, *La Fin des terroirs*, *la modernisation de la France rurale, 1870 – 1914*, Fayard, 1983.

[4] Suivies de cinq autres, dont ci avant « *Élections tunisiennes : entre l'oligarchie et l'islamo-gauchisme* », publiée dans la revue *Réfractions* n°27, automne 2011, pp. 113 – 122, disponible sur le site. V. aussi sur notre site la trentaine d'articles qu'ils y ont publiés, pour les arabophones.

[5] [« *Le mouvement tunisien est politique et social* » du 28 janvier (http://mondialisme.org /spip.php?article1606); « *Tunisie : « Ni cellules destouriennes, ni partis politiques !* » » du 4 février (http://mondialisme.org/spip.php?article1607) ; « *Poursuivre le mouvement tunisien sous d'autres formes* » du 16 février (http://mondialisme.org/spip.php?article1612).]

« *discours automatiques "gauchistes"* », – et M. Coleman de juger « *souhaitable* » que nous continuions...

Sans doute devrions-nous convaincre ces mêmes camarades tunisiens, connus ou inconnus, qui se heurtent jour après jour à un lourd héritage politico-culturel que celui-ci n'existe pas, et que l'omniprésence de l'islam adossé aux autocraties successives, fût-ce en s'y opposant, a toujours visé l'émancipation des peuples... Et c'est bien ce à quoi notre courageux M. Coleman, revêtant ses habits de Torquemada d'opérette, va s'employer, faisant se pâmer n'importe quel militant islamiste d'*Ennahda* ou d'*Ettahrir*, désormais au pouvoir en Tunisie, à l'Assemblée ou dans la rue.

Les lueurs dans l'Islam classique

Le voici donc chassant l'hétérodoxie, nous enseignant « *Deux ou trois choses utiles à savoir sur l'Islam* », fort des soixante-trois pages du seul livre qu'il semble avoir lu sur le sujet, *Déclaration d'insoumission* de Fethi Benslama[1], psychanalyste musulman (eh oui) appelant à une pratique modérée de l'Islam – apparemment seule perspective possible [selon notre dévoué conseiller] pour le sujet de culture musulmane.

M. Coleman commence alors par remonter à l'Islam classique, mais pour n'évoquer, en tout et pour tout, qu'Averroès (XII^{e} s.), Avempace (XI^{e} s.), puis les *Mu'tazilites* (IX^{e} s.), soit deux penseurs et un courant politico-religieux médiévaux – étranges exemples pour une démonstration de mouvements populaires démocratiques en terre d'Islam... On trouvera ailleurs et sans peine de très bonnes interprétations de leurs doctrines respectives[2] : toutes soulignent les efforts admirables de ces intellectuels hors-normes qui tentèrent de briser les dogmes religieux dont les sociétés arabo-musulmanes ne sortirent pourtant jamais d'elles-mêmes. Car, revendiquant une liberté de pensée pour l'élite, aucun d'entre eux ne parvint à s'extraire ni de la conception néo-platonicienne du « philosophe-roi » actualisée par Al-Fârâbî (VIII^{e}-IX^{e} s.), ni ne chercha à briser le cercle de fer de la révélation coranique, ni ne put, surtout, s'émanciper de leurs positions d'hérétiques *de facto* pour faire école. On ne peut que convenir qu'ils « *portèrent très loin l'idéal de la raison et de la rationalité* » comme nous le rapporte Benslama, mais, outre qu'il est difficile d'y voir, *rétrospectivement*, comme lui « *l'équivalent des Lumières* », on ne peut faire l'économie de l'ambiguïté de la Raison, que l'on reconnaît aisément pour l'*Aufklarüng* européen : le rationalisme musulman aurait tout aussi bien pu accoucher d'un capitalisme marchand comme l'Europe en a connu à partir du XIII^{e} s., d'une

[1] Fethi Benslama, *Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas*, Flammarion, 2011.

[2] On lira par exemple Toufic Fahd, *L'islam et ses sectes,* Tome 3 de l'Histoire des Religions, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, 1976 ; Dominique Urvoy, *Pensers d'Al-Andalous – la vie intellectuelle à Cordoue et Séville au temps des empires Berbères (Fin XII^{e} – début XIII^{e} siècle)*, ed. du CNRS ; Alain de Libera, 1991, *Les penseurs libres de l'Islam classique,* Flammarion, 2003 ; ou encore A. de Libera, 1991, *Penser au Moyen-âge,* Seuil. On lira en parallèle J. Le Goff, *Les intellectuels au Moyen Âge*, (1957), Seuil, 1985.

tendance à la bureaucratisation (déjà très active) voire d'un totalitarisme, dont l'émergence en pays musulmans a toujours été empêché par les attachements religieux populaires[1].

Étrangement, notre Grand Inquisiteur, si prompt à donner des leçons, ne semble pas avoir entendu parler d'*Ibn al-Rawandî* (IX^e^ s.), athée véritable, ni de l'existence de sectes d'hérétiques instaurant en leur sein un embryon de société égalitaire, ou de certains mystiques soufis qui parvinrent à ébrécher momentanément la clôture imposée par la Révélation. Il ne paraît pas non plus soupçonner l'existence de la révolte d'esclaves noirs des *zanjs* en 869 dans le sud de l'Irak, qui affronta les armées impériales pendant des années, ni les hauts faits de la célèbre secte des *Assassins*[2], ni du règne caché ou officiel de femmes de pouvoir, *jaryas*[3]. Quiconque s'y penche s'aperçoit que rien de tout cela ne se propagea, n'entama le despotisme de droit divin, ni ne permit à la culture arabo-musulmane de comprendre véritablement, sinon de traduire, la conception du peuple de la Grèce Antique[4].

L'islam est une névrose collective comme une autre

Forcé de se résoudre à l'honnêteté de son seul et unique *mentor*, Fethi Benslama, M. Coleman convient avec lui que « *ces expériences de pensées n'ont pas trouvé leur débouché dans une invention politique libératrice* »[5]. Et c'est l'évidence. Il consent, de même et à reculons, qu'en « *pays arabes* » « *la sécularisation n'a pas avancé au même pas qu'en Occident.* », et c'est, là encore, un *lieu commun*[6].

Mais il est fort dommage que notre contempteur ne sache apparemment pas lire le *seul* livre sur lequel il base toute son accusation. Car la phrase suivante de Fethi

---

[1] La loi divine étant déjà une limitation à la toute-puissance du *mulk*, la royauté archaïque, d'après Ibn Khaldûn. Cf. *Al-Muqaddima, Discours sur l'histoire universelle*, Sindbad, Thesaurus, 1968, chap. « *Sur les califes et les imâms* », pp. 288 *sqq*. Cf. aussi Fatima Mernissi, *Sultanes oubliées – Femmes chefs d'Etat en Islam,* Albin Michel, 1990, p.18 *sqq*.

[2] Bernard Lewis, *Les Assassins. Terrorisme et politique dans l'Islam médiéval,* Berger Levrault, 1982.

[3] Fatima Mernissi, *op. cit.*

[4] Hamadi Redissi, *L'exception islamique,* Seuil, 2004, pp. 189 *sqq*. On lira parallèlement la manière dont les révolutionnaires français de 1789 interprétèrent le corpus dans la préface de P. Vidal-Naquet « *Tradition de la démocratie grecque* » du livre de M.I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne,* Payot, 2003.

[5] Fethi Benslama, *op. cit*. p. 54. Les citations de ce paragraphe et du suivant sont toutes tirées de la même page.

[6] On lira n'importe quel auteur arabisant sérieux, du marxisant Maxime Rodinson au brillant Bernard Lewis, en passant par Jacques Berque l'islamophile, sans parler de ceux cités dans les notes précédentes ou suivantes. Même les ouvrages les moins rigoureux et les plus laudateurs reconnaissent que « *bon nombre des plus éclatantes réalisations de [la civilisation « arabe »] se sont précisément effectuées contre l'Islam orthodoxe.* » in *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident* de Sigrid Hunke, Albin Michel 1963, réed. 2001, p. 11

Benslama est étrangement passée sous silence : « *Quelles que soient les contorsions des islamistes prétendant que la notion de consensus dans la communauté musulmane recouvre celle de démocratie* [ce qui doit immensément décevoir M. Coleman[1]], *afin d'échapper au « dissensus » (selon le mot de Jacques Rancière) qui en est le fondement, cette invention n'a pas eu lieu ici, mais ailleurs, dans l'Europe moderne, à travers notamment la réappropriation actualisée de la chose politique grecque.* ». On comprend l'oubli – cette simple phrase fait voler en éclats la thèse principale de M. Coleman : non seulement l'élan démocratique est apparu « dans l'Europe moderne » et n'a pas existé dans la civilisation musulmane, mais celle-ci n'a pas su faire sien l'héritage grec, dont elle fut pourtant l'exégète quasi-exclusive pendant cinq siècles. C'est même l'objet de tout le paragraphe de Benslama, absent, et pour cause, de la diatribe colemanienne : « *Notons que les penseurs de l'Islam médiéval, traducteurs et transmetteurs de l'héritage philosophique grec, ont effectué un tri sélectif dans le registre politique, laissant de côté la question de la citoyenneté athénienne, ce qui n'a probablement pas été sans raison ni sans conséquences.* » Et l'auteur d'incriminer honnêtement l'islam traditionnel, comme le font nombre de ses acolytes qui appellent, c'est le minimum de bon sens, à une réforme qui n'a jamais eu lieu[2].

Scandalisé par ces *lieux communs*, qu'il semble découvrir, effaré, M. Coleman a donc bel et bien truqué les pièces à charge, tel un bon petit commissaire politique.

Falsifier l'histoire...

M. Coleman poursuit ses cuistreries branlantes : enjambant les siècles suivants, la décadence *interne* associée à la colonisation ottomane (« *inhitât* ») puis la stagnation tranquille instaurée par la Sublime Porte qui stérilise la région au moins à partir du XV^e^ siècle[3], il évoque, toujours à travers la seule voix de ce pauvre F. Benslama, d'autres penseurs qui « *ont fait preuve d'une radicalité critique à l'intérieur de l'islam et préconisé des ruptures avec sa théologie politique, sur la base d'un travail réflexif documenté. Entre la fin du XIX^e^ et le début du XX^e^ siècle, on peut citer les noms de Tahar Haddad en Tunisie, de Mansour Fahmi, Kassim Amin, Taha Hussein en Égypte ou de la Syrienne Nadhira Zayn Eddin* ». Et notre érudit en carton de nous donner une courte biographie de chacun, « *tirées de Wikipedia, donc à prendre avec des pincettes...* [sic] ». Sans doute croit-il avoir démontré que la civilisation arabo-musulmane est l'équivalent-sud de l'Europe, mais c'est encore au prix de l'oubli de *la même page* du *même*

[1] Il s'était ainsi bizarrement désolé qu'un Hamid Zanaz dans son livre salubre *L'impasse islamique* (Editions Libertaires, 2010) fasse preuve de la même intransigeance de base vis-à-vis de la religion musulmane que les courants anticléricaux hexagonaux d'il y a quelques décennies – ou même siècles – vis-à-vis du christianisme.

[2] On pense à Abdelwahab Meddeb dans *La maladie de l'islam* (Seuil, 2001), dont on lira « *La clôture* » sur notre site, ou encore à Malek Chebel ou Abdennour Bidar. [De ce dernier, on lira l'excellente intervention dans *Le Monde* du 23 mars 2012 *Merah, « un monstre issu de la maladie de l'islam »*, disponible sur notre site.]

[3] On lira une belle synthèse de l'histoire de la civilisation arabo-musulmane jusqu'à nos jours dans *Essai sur la guerre du golfe,* anonyme, juin 1991, disponible sur notre site.

livre de son maître : « *C'est ce que les premiers voyageurs musulmans dans la modernité européenne (par exemple l'Égyptien Tahtâwî à Paris, entre 1826 et 1830)*[1] *ont relevé et voulu importer, considérant cette invention politique* [la démocratie] *comme plus prioritaire et portant plus à conséquence que les inventions techniques et scientifiques.* ». Ce nouvel « oubli » permet à M. Coleman d'« oublier » de mentionner que tous ces auteurs, et ceux de la même période, ont été formés par la pensée occidentale, et que tous leurs travaux y font *explicitement* référence. F. Benslama lui-même doit préciser à propos de sa démarche que « *Cet appel à l'insoumission, nous le lançons d'Europe, mais cela ne nous donne aucune position de surplomb*. » (p.61)...

« Oubli » singulier en vérité que celui de cette *Nahda*, la « renaissance arabe » pourtant si connue, qu'on peut dater symboliquement du débarquement de Bonaparte en Égypte en 1798, qui ouvrait l'ère des grandes rivalités dans la région du Maghreb, du Machrek et du Proche-Orient entre les puissances impérialistes française, anglaise, allemande et russe. C'est un « *choc frontal que subit le monde arabo-musulman avec une civilisation occidentale expansionniste [qui] suscite dans l'avant-garde politique, culturelle et religieuse de différents pays arabo-musulmans la brusque prise de conscience d'un formidable retard historique à combler. De cette confrontation forcée avec l'Autre occidental naît une pensée arabe moderne. L'expérience de la culture occidentale moderne et la volonté de progrès fournissent l'impulsion à un questionnement de fond sur les causes du déclin, de l'arriération du monde arabo-musulman* »[2]. C'est à ce moment que l'intelligentsia naissante découvre les textes fondamentaux de la période médiévale, dont Averroès[3]. Ce « *choc de la modernité* », « *Sadmat alhadâha* », signe « *la fin de la culture musulmane classique, clôturée sur elle-même, inévitablement dogmatique, théo-centrique et auto-référentielle* ». Bien étrange amnésie, en vérité, pour notre pourfendeur de « *culture pure, vierge de toute influence externe* »... On se demande, en tous cas, comment il peut appréhender l'état général du monde sur lequel il s'épanche sans retenue en ignorant son occidentalisation massive depuis au moins deux ou trois siècles.

Reste le travail à effectuer, que d'autres ont formulé abruptement : « *La tragédie de l'islam gît quelque part entre l'impossible modernisation de l'islam et l'insupportable islamisation de la modernité. Le destin de l'islam, comme avant lui celui du christianisme, est donc tout simplement, mais non sans douleur, de rendre les armes devant la liberté des modernes !* »[4]

---

[1] Note de l'auteur : « *Rifâ'at-Tahtâwî,* L'Or de Paris*, trad. fr. d'A. Louca, Paris, Sindbad, 2002*».

[2] Redissi Hamadi, « Islam et modernité »,in Geneviève Gobillot (dir.), *Monde de l'Islam et Occident, les voies de l'interculturalité*, (EME, Bruxelles, 2010) disponible sur le site. La citation suivante en est également issue.

[3] *« Le Discours décisif vu par les auteurs arabes modernes »*, d'Alain de Libera in Averroès, *Discours décisif,* ed. Bilingue, Flammarion, 1996, introduction d'Alain de Libera, trad. Marc Geoffroy.

[4] Redissi Hamadi*, Comment l'islam sectaire est devenu l'islam,* Seuil, 2007.

...et faire disparaître la modernité

Mais ce monde est vraiment trop cruel pour notre sinistre prestidigitateur, qui découvre au fil de la plume que les civilisations n'ont pas la même histoire et qui se trouve alors obligé de *falsifier ses propres références* pour nous dépeindre en ignorants crypto-fascistes... Ces procédés staliniens chimiquement purs ne lui suffisent pas : n'ayant pu montrer que l'histoire de la civilisation arabo-musulmane était la même que celle de la civilisation occidentale, notre Haut Diplomate *ès* Chocs des Civilisations va tenter de démontrer l'inverse, soit que l'Occident n'a rien inventé (notons qu'il congédie, pour ce nouveau numéro de cirque, ce Fethi Benslama bien malmené et certainement encore trop islamophobe : chacune de ses lignes le contredit honteusement).

Voilà donc M. Coleman sortant de son chapeau la laïcité, le mouvement ouvrier et l'émancipation des femmes. Les pays d'Europe n'ont pas totalement éradiqué l'Église de la sphère publique ? La laïcité n'est qu'un cache-sexe. Le mouvement ouvrier n'a pas pu empêcher les deux guerres mondiales ? Il n'a été qu'une suite de protestations contre de mauvais maîtres. L'égalité homme-femme n'aurait été effleurée qu'il y a quelques décennies (!) ? Alors cela ne remet rien en cause fondamentalement. Voilà, en quelques lignes, affirmées les bêtises réactionnaires les plus caractéristiques, passant à l'as ce que nous concevons, nous, comme un des plus précieux héritages de l'espèce humaine : la lutte, étalée sur des siècles depuis le haut Moyen-âge, d'hommes et de femmes, combattant dans l'ombre [par leur pratiques quotidiennes et leurs comportements] l'aliénation religieuse, le principe même de l'exploitation par quelques-uns et des formes millénaires de domination, dessinant un horizon d'égalité et de liberté. Ils élaborèrent une myriade de contre-sociétés qui ont fini par corroder, certes en partie et incomplètement, l'hétéronomie de nos sociétés[1], [et remodeler les institutions dans un sens plus égalitaire]. Bien entendu, toutes les critiques concernant cet héritage ne sont pas seulement tolérées ; elles sont impérativement requises, *au nom même* de ce qu'exigeaient ces courants radicaux eux-mêmes. Mais ce ne sont pas leurs insuffisances évidentes qui intéressent M. Coleman, qui prend l'Occident comme une donnée culturelle, alors qu'il est, aussi, le résultat de sédimentation de toutes ces luttes : tout à sa haine anti-occidentale, il prend délibérément le parti du curé vendéen en 1789, du patron bedonnant envoyant ses milices contres les grévistes de Chicago, et du sexiste le plus caricatural traumatisé par Mai 68, sans doute pour ne pas froisser des Tunisiens, qu'il prive instantanément d'un horizon qu'ils sont nombreux à désirer et dont ils s'inspirent pour leur propre émancipation. La ficelle est évidemment un peu grosse pour notre autoproclamé « *ouvriériste* » qui s'empresse aussitôt de déclarer, n'étant pas à une contradiction près, que « s*i l'on cherche une "tradition d'émancipation" comparable à celle du mouvement ouvrier occidental, on n'en trouvera pas ni dans l'Amérique latine*

[1] Pour n'évoquer que le mouvement ouvrier, M. Coleman feint d'ignorer d'où viennent les droits au travail, le principe du contre-pouvoir syndical, la sécurité sociale, le principe de l'association, etc. Ignore-t-il également que la séparation de la religion et de l'État ne date pas de 1905, mais bien du 2 avril 1871, décrétée par les communards ? Et le rôle fondamental que jouèrent les femmes dans cette même Commune, obtenant, provisoirement, la reconnaissance de l'union libre et le début de l'égalité des salaires ?

catholique, ni dans l'Asie bouddhiste ou hindouiste ni dans l'Afrique subsaharienne, polythéiste ou animiste. ».

Et c'est bien le minimum espéré pour quelqu'un qui édite une revue baptisée *Ni Patrie, Ni Frontière,* slogan scandaleux au regard de l'histoire mondiale et issu de la mouvance ouvrière européenne. Que d'efforts inutiles pour se résoudre ici encore, à des *lieux communs*...

Voilez cette histoire que je ne saurais voir

Mais non. C'est décidément trop injuste, et M. Coleman ne peut qu'avoir raison des faits, résolument trop têtus. Non, les mouvements démocratiques ne peuvent être nés quelque part, à un moment donné, assimilables et transformables pour qui veut – ils ne peuvent qu'avoir toujours été là : « *il faudrait avoir une culture historique universelle pour bien situer la première fois où telle ou telle question philosophique, sociologique ou économique s'est posée. Et si l'on se livrait à cet exercice nécessitant des connaissances encyclopédiques et la maîtrise de très nombreuses langues (un seul exemple : la production historique de la Chine sur elle-même avant 1949 dépasse en volume tout ce que l'Occident a produit sur lui-même depuis ses origines), je ne suis pas convaincu que le résultat de ces recherches titanesques aurait beaucoup d'intérêt… ou qu'il ne serait pas remis en cause, chaque fois que les connaissances progresseraient.* » Et voilà que notre bien piètre marxiste dissout tranquillement le *principe même* de la connaissance historique. Comme nous ne savons pas tout, nous ne savons rien. Après tout, Fethi Benslama ne sait pas de quoi il parle : Averroès ou Avempace sont les Clisthène et les Danton de révolutions ultra-démocratiques dont personne n'a, malheureusement, gardé trace... Lorsqu'on voit l'usage que M. Coleman fait, ou ne fait pas, des livres déjà disponibles en français, on comprend son attente messianique – qui a de grandes chances d'être déçue par les traductions de ces chroniques chinoises. Sentant confusément que sa position manque légèrement d'assise, Père Ubu enchaîne : « *D'autre part, cette démarche aboutit toujours à considérer qu'une question philosophique ou politique est posée en dehors de toute influence extérieure, étrangère, dans un seul lieu à la fois, et non dans plusieurs (on sait pourtant que pour ce qui concerne les découvertes scientifiques, elles sont très souvent effectuées dans plusieurs pays différents au cours d'un intervalle de temps rapproché. Pourquoi en serait-il différemment en matière philosophique ou politique ?)*. » Conviendrait-il que le feu, l'agriculture, la roue, le moulin à vent, le sabre et les satellites géostationnaires n'aient pas toujours existé ? Admettrait-il que l'écriture, la science, les mathématiques, le Dieu unique, créateur et transcendant[1], les classes sociales, l'Etat, la passion amoureuse[2], la bureaucratie et le

[1] On lira sur l'apparition progressive du monothéisme l'excellent *Naissance de Dieu* de Jean Bottéro, Gallimard, 2002.

[2] Denis de Rougemont, dans *L'amour et l'Occident,* (1938 - éd. 10 / 18, 2008) enquête de manière vertigineuse le parcours trans-civilisationnel de la posture passionnelle, dont il distingue bien entendu l'origine... chez les Arabes. Cf. sur ce sujet « *Amour, liberté, politique* » sur notre site, ainsi que « *L'amour fou* » de A. Meddeb, in *Contre-prêches* (Seuil, 2005).

totalitarisme ou l'idée d'un temps linéaire[1] soient nés à certains moments et pas à d'autres, à certains endroits et pas ailleurs ? Peut-il concevoir que les principes et la visée de l'égalité des sexes, l'idée d'une société sans dieu, d'une collectivité auto-organisée, d'un savoir jamais achevé et toujours à construire et d'un individu capable de décider librement de l'orientation de sa vie ne sont pas tombés du ciel, mais ont été *inventé* par des gens qui ont vécu sur cette terre[2] ? L'histoire, et ses *lieux communs*, empêche notre petit garde rouge de nous exécuter purement et simplement ? Il la congédie, voilà tout, fidèle à une grande et sombre tradition.

Il nous dira prochainement que la culture n'existe pas[3], puisqu'elle met à bas ses spéculations maladives, ou que lui-même n'est de nulle part et de partout. Donnons-lui d'emblée ici l'occasion de nous traiter de nazis d'hyper-super-ultra-droite en résumant ici nos positions fascistes : les hommes font leur histoire, qu'ils le sachent ou non ; le dressage des personnalités[4] imposé par leur société n'est pas inaltérable ; chacun peut se réclamer de l'invention d'un autre et tendre à l'émancipation – ou pas.

Et Cornelius Castoriadis dans tout ça ?

Notre McCarthy fait feu de tout bois, tempête tout seul contre les faits, ment, occulte et trompe – il rage, rouge de colère, postillonne et insulte. Les sorcières qu'il traque sont les siennes, et il les prête à d'autre pour les exorciser. Il lui faut les projeter sur une figure à la hauteur de son malaise : ce sera C. Castoriadis, dont il commente, à grand renfort de réflexions indignées et ricanantes, une demi-douzaine de citations.

Comme notre *ghostbuster* falsifie les textes de son auteur fétiche, on peut légitimement s'attendre au pire. Et, à l'examen, effectivement, *toutes* ses citations sont

[1] Sur le sujet, cf. le classique Mircea Eliade, *Le Mythe de l'éternel retour. Archétypes et répétition* (Gallimard, « *Les Essais* », 1949 ; nouvelle édition revue et augmentée, « *Idées* », 1969.), qui n'épargne pas, logiquement, l'eschatologie marxiste.

[2] Pour une approche d'anthropologie historique de la période antique, le livre très complet de Jan Assman, *La mémoire culturelle – écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques,* Aubier 2002. L'auteur reprend la notion de « *période axiale* » posée par Karl Jaspers (Cf. sur le site) pour étudier les créations égyptiennes, hittites, juives et grecques, les différentes transmissions de l'identité collective, et notamment l'émergence progressive de la notion d'histoire.

[3] C'est justement ce présupposé absurde qu'abat Hugues Lagrange dans *Le déni des cultures* (Seuil 2011), révoltant pour ceux qui avaient, en leurs temps, raté le désormais classique, hors milieu militant comme il se doit, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre,* de R. Hoggart, éd. de Minuit, 1986.

[4] Sur les types anthropologiques façonnés par les cultures, on lira les travaux de référence déjà anciens d'A. Kardiner, d'E. Sapir et de B. Ruth, ainsi que les très riches réflexions de Claude Lefort, par exemple « *L'idée de "personnalité de base"* » in *Les formes de l'histoire* (Gallimard 1978), ou encore l'excellent article de M. Gauchet « *Essai de psychologie contemporaine I* » in *La démocratie contre elle-même,* Seuil, 2002, disponible sur le site. Concernant la culture occidentale et la formation de l'individu, on citera par exemple C. Lasch, *Le moi assiégé,* Climats, 2008, et, à propos de son homologue arabo-musulman, les études inégalées de Hichem Djaït, *La personnalité et le devenir arabo-islamique,* Seuil, 1974.

fausses : une simple lecture des phrases dans lesquelles elles prennent place suffit. C'est donc pour tromper son lecteur que M. Coleman ne donne aucune référence, parmi les trois entretiens de C. Castoriadis qu'il a lus[1]. Un seul exemple suffira, la première citation du philosophe : « *Je n'ai jamais vu un Arabe ou un musulman quelconque faire son ''autocritique'', la critique de sa culture à ce point de vue* ». Réaction suffoquée du procureur du peuple : « *les 'arabes' ou les 'musulmans' sont incapables de critiquer leur « culture » de l'intérieur ! Gonflé, le mec...* » Les yeux pourtant exorbités, il fait semblant de ne pas remarquer ce « *à ce point de vue* », qui demande à faire appel au contexte. Questionné par Pierre Ysmal sur l'impact du colonialisme occidental sur les cultures des pays colonisés, C. Castoriadis, [après avoir déploré l'acculturation qui en résulte], répond : « (…) *Les Arabes se présentent maintenant comme les éternelles victimes de l'Occident. C'est une mythologie grotesque. Les Arabes ont été, depuis Mahomet, une Nation conquérante, qui s'est étendue en Asie, en Afrique et en Europe (Espagne, Sicile, Crète) en arabisant les populations conquises. Combien d' «Arabes » y avait-il en Égypte au début du VII*e *siècle ? L'extension actuelle des Arabes (et de l'Islam) est le produit de la conquête et de la conversion, plus ou moins forcée, à l'islam des populations soumises. Puis ils ont été à leur tour dominés par les Turcs pendant plus de quatre siècles. La semi-colonisation occidentale n'a duré, dans le pire des cas (Algérie), que cent trente ans, dans les autres beaucoup moins. Et ceux qui ont introduit les premiers la traite des Noirs en Afrique, trois siècles avant les Européens, ont été les Arabes. Tout cela ne diminue pas les crimes coloniaux des Occidentaux. Mais il ne faut pas escamoter une différence essentielle. Très tôt, depuis Montaigne, a commencé en Occident une critique interne du colonialisme qui a abouti déjà au XIX*e *siècle à l'abolition de l'esclavage (lequel, en fait, continu d'exister dans certains pays musulmans) et, au XX*e *siècle, au refus des populations européennes et américaines de se battre pour conserver les colonies. Je n'ai jamais vu un Arabe ou un musulman quelconque faire son ''autocritique'', la critique de sa culture à ce point de vue. Au contraire : regardez le Soudan actuel ou la Mauritanie* ». Le sens est radicalement différent : le « *à ce point de vue* » fait référence à la colonisation séculaire et la conversion massive de populations de trois continents à la culture arabo-musulmane[2], dont il est effectivement rarement fait état chez les premiers intéressés. L'affirmation honnie devient, une fois comprise, un autre *lieu commun*. C. Castoriadis a évidemment dit et écrit des bêtises – M. Coleman lui en invente, pour éluder, une fois de plus, des réalités qu'il peine à penser. Mais on ne change pas ces dernières en blasphémant contre un

[1] On vérifiera facilement : la citation reprise ici est dans *Une société à la dérive*, (Seuil, février 2005) p. 224, 228, et les suivantes dans *La montée de l'insignifiance*, (Seuil, mars 1996) p.53, 57, 59 et dans *Démocratie et relativisme, Débat avec le MAUSS*, (Mille et une nuits, janvier 2010) pp. 48, 50 & 61. De l'équipe du MAUSS qui reprend largement les thèses de C. Castoriadis (particulièrement S. Latouche), on lira sur le sujet Jacques Dewitte *L'exception européenne – ces mérites qui nous distinguent,* Michalon, 2008.

[2] Sur la *Blitzkrieg* musulmane, on lira avec intérêt *L'expansion musulmane,* de Robert Mantran, PUF, 1991.

prophète que l'on a soi-même érigé tel, ou en jouant sur les mots : on en prend acte et on les combat.

Retour de Colemanie

De cet édifiant voyage en Colemanie, on nous dira – on nous a dit : voilà beaucoup de bruit pour rien, pourquoi vous acharner sur ce simplet inconnu qui gagne à le rester ? Vous tirez sur l'ambulance et trouvez là un faire-valoir commode. D'ailleurs votre travail sur les mouvements grecs et leur culture étaient bien plus sévère[1] et a réfuté, dans l'entre-temps, le procès délirant de ce Coleman, que vous ne guérirez pas en quelques pages. Certes. Mais ce serait sous-estimer l'idéologie à laquelle participe ce procès grotesque, et son contexte. Car si ce petit jeu de clavier est un de ces délires rituels dans un certain petit milieu d'extrême gauche qui pourrait porter à rire, le temps n'est plus à la fête, ici comme ailleurs, et ces propos sont aujourd'hui particulièrement graves, malsains et navrants.

- *Graves* parce qu'il est évident que notre époque semble s'enfoncer sans fin dans l'abject et la haine, symétriquement au délabrement de toute pensée et de toute pratique qui se disait il y a peu « de gauche », « extrême » ou « ultra ». Le *n'importe quoi* bavard qui se donne aujourd'hui comme tel dans la quasi-totalité des cas n'est qu'un masque qui cache des positions difficiles à assumer et pour lesquelles l'*antiracisme* mondain, dégénérant en *anti-occidentalisme*, se trouve être la dernière grimace permettant de se donner un semblant de consistance. Plus même : les dénonciations systématiques de « dérive à droite » ont pour double fonction de mettre à distances des réalités nouvelles et/ou pénibles et de renforcer les rangs en terrorisant toute dissidence. Il semble évident aujourd'hui que ces milieux de plus en plus en orbite renouent avec les postures d'*union sacrée antifasciste* qui ont fait leurs preuves par le passé, lorsque le dogme communiste était menacé de l'intérieur par quelques esprits libres, dont les populations qui le subissaient. Les islamistes, de leur coté, activent des réflexes symétriques.

- *Malsains* ensuite, et ô combien, parce que si les enjeux dont nous discutons ici peuvent paraître – à tort – bien lointains pour les militants des salons parisiens, ils sont, de l'autre côté de la Méditerranée, d'une actualité brûlante, bien évidemment. Les questions autour des rapports avec l'Occident et la modernité, de la colonisation et de la décolonisation, de la démocratie et de ses faux-semblants, de la religion et de la laïcité, de l'histoire et de la culture ne peuvent être traitées à la légère, sinon de manière proprement *irresponsable*. La diatribe bâclée de notre farfelu M. Coleman dénigre tout ce dont peut se réclamer un esprit émancipé, dont, en premier lieu, le principe de l'argumentation rationnelle. C'est donc sans surprise qu'on l'a vue largement circuler dans les réseaux sociaux nationalistes-religieux tunisiens, et les éventuels remords de

[1] *Le mouvement grec pour la démocratie directe – le 'mouvement des places' du printemps 2011 dans la crise mondiale,* Brochure 18 & 18bis, septembre – octobre 2011. On lira attentivement le portrait au vitriol que dresse un vieil immigré de sa société, et culture, d'origine dans « *Considérations sur la Grèce moderne* », Brochure n°18bis, pp. 14 – 23, disponible sur le site.

l'auteur, ainsi que ce présent texte, n'y changeront certainement rien.

- *Navrants* enfin, parce qu'il nous semble particulièrement triste d'instrumentaliser de la sorte des événements géopolitiques aux effets extrêmement concrets pour des millions d'hommes et de femmes qui jouent très gros. Pour quels enjeux ? Qu'on en juge : Yves Coleman n'aime pas le philosophe Cornelius Castoriadis. Son texte s'ouvre sur des petits règlements de comptes mesquins franco-français le concernant et se clôt par de lamentables insultes... L'insurrection tunisienne, écrivions-nous, marque le changement d'une époque et l'actualité le montre – elle n'est, pour notre accusateur, qu'une occasion pour discréditer celui dont la sortie de la religion marxiste a traumatisé bon nombre de gauchistes, qui s'évertuent régulièrement depuis, à colmater la brèche à grands coups d'accusations aussi péremptoires que malhonnêtes. Peut-être faut-il voir ici le fondement de la solidarité fondamentale de M. Coleman avec ses « *musulmans* » qui risqueraient d'être corrompus par l'Occident castoriadien ? Ne serait-ce pas l'horreur du dogme qui se fissure qui le pousse à écrire, « *qu'il n'est nul besoin de renier partiellement* [sic] *sa foi pour accepter la laïcité ou la démocratie, comme le prétend Castoriadis.* »... et F. Benslama lui-même ?

Enjeux politiques

A contrario, les enjeux de la question sont bien entendu immenses.

Formulons brièvement le problème en termes politiques : à mesure que le prétendu « modèle occidental » s'est étendu à toute la planète, souvent par le biais du « marxisme-léninisme », s'est développée une idéologie *symétrique et complémentaire* selon laquelle l'Occident serait l'incarnation même du Mal absolu, son salut ne pouvant venir que *d'ailleurs*. Le terme idéologie doit ici être pris dans son sens rigoureux, c'est-à-dire discours implicite, rarement énoncé comme tel, qui masque des positions *de fait* inavouables. Intenable dès qu'il est formulé, imperméable aux faits comme aux raisonnements, ce parti pris manichéen qui rationalise l'échec des décolonisations[1], sinon à inventer un autre type de société du moins à suivre le modèle occidental, voudrait réduire l'Occident à son versant « négatif », soit la rationalité dans l'horreur, l'asservissement et le meurtre industriels, le capitalisme, le totalitarisme, l'inflation techno-scientifique, Auschwitz et Hiroshima. Mais ces dénonciations approximatives et rebattues sont faites pour saper *ipso facto* toute possibilité d'émancipation en escamotant sciemment, en la minimisant, ou en la faisant découler des éléments précédents, l'autre invention radicale occidentale, la création d'une posture exceptionnelle dans l'humanité, *l'autonomie.*

Celle-ci, nous la traduisons politiquement par le *projet* inachevé, et interminable, d'une démocratie directe établissant l'égalité et la liberté et, plus généralement, la capacité d'une remise en question pratique et théorique de ce qui est vécu, pensé et désiré par un individu comme par une collectivité. Projet d'autonomie et recherche de

[1] On lira sur ce sujet, et pour faire tomber bien des mythes attenants et bien-pensants, Yves Lacoste *La question post-coloniale : une étude géopolitique,* Fayard, 2010.

puissance : cette double identité occidentale, à la fois contradictoire et agencée[1], est une *altérité intérieure*, qui doit être pensée.

Il s'agit aujourd'hui de se réclamer de ce projet d'autonomie et d'interroger, à cette aune, toutes les cultures, la sienne comme celle des autres, locales ou civilisationnelles, individuelles comme de lutte. Les crispations et fantasmes dont elles sont aujourd'hui l'objet sont des obstacles de taille, puisqu'ils traduisent systématiquement les différences en inégalités, ou, autrement dit, la diversité en hiérarchie. L'idéologie *anti-occidentale*, notamment dans sa version gauchiste franco-française diffuse ou concentrée, relaye le discours des puissants, hindouistes ou chrétiens, arabes ou américains, qui ne cherchent qu'à ruiner les fondements historiques et les principes égalitaires d'une autonomie collective comme individuelle. Cette pseudo-subversion fait le jeu de *toutes* les dominations : c'est à ce titre qu'elle doit être combattue, comme tous ceux qu'elle réunit tactiquement de part le monde et qui écrasent les voix dissidentes[2].

Sortir de l'ethnocentrisme

On peut voir, derrières les hurlements, gesticulations et contorsions de M. Coleman, une telle position centrale, *anti-occidentale*.

Pourquoi veut-il plaquer sur la civilisation arabo-musulmane tous les traits d'une histoire occidentale qui est la seule qu'il connaisse, quel qu'en soit le prix ? C'est qu'il est imbibé, au plus profond de son être, de la jouissance qu'il tire des innombrables libertés, dont celle d'expression dont il ne sait se servir, et qu'il ne peut les concevoir *que* comme évidentes, naturelles, universelles. Son texte est parsemé d'allant-de-soi typiquement européo-centriques : la science occidentale est vue comme le paradigme même de la connaissance humaine ; il ne voit aucun problème à la propagation planétaire du consumérisme ; la dissolution des liens sociaux par la société de consommation est une libération ; etc. Rien que sa démarche de défense acharnée d'une culture qui lui est on ne peut plus exotique, voire totalement inconnue, est une démarche typiquement occidentale, tout comme l'accusation d'être aliéné à un Maître à penser et l'appel à se construire une totale indépendance d'esprit. Une société qui ne serait pas traversée par ce qui lui apparaît comme des *banalités* lui est proprement *impensable* et tout ce qui tend à prouver le contraire, les faits comme les pensées, les penseurs comme les raisonnements, constitue figure de l'ennemi. Les autres cultures ne sont alors que des reproductions de la sienne propre, avec quelques variantes locales : les Tunisiens sont des Français qui parlent l'arabe et mangent du couscous... Notre position lui est intolérable car elle considère pleinement la différence.

---

[1] Cf. ci avant nos textes « *Malaise dans l'identité* », et « *Post-scriptum sur l'identité nationale* ».

[2] Comme le remarquait, entre mille exemples, le dissident chinois Li Shenzhi, « *Étant donnée que despotisme et esclavagisme sont au cœur de la tradition culturelle chinoise, il ne fait aucun doute que la démocratie et la culture traditionnelle chinoise sont fondamentalement opposées* » (« *Objectif démocratie* » *in* M. Holzman, Ch. Yan (éd.), *Écrits édifiants et curieux sur la Chine du XXI*e *siècle. Voyage à travers la pensée chinoise contemporaine*, éd. de l'Aube, 2003, p. 28).

Pourquoi celle-ci est-elle si insupportable à M. Coleman ? Il le dit lui-même, c'est son leitmotiv obsessionnel : cela induirait automatiquement la « *supériorité* » d'une civilisation sur une autre – l'accusation revient une douzaine de fois sous sa plume. Il insiste même : cette « *supériorité* » est « *implicite dans tous [nos] raisonnements* », comme si prendre acte de la diversité historique et anthropologique impliquait *nécessairement* une hiérarchisation. Ce qui est explicite maintenant, c'est que, pour lui, si les autres cultures sont différentes de l'Occident, elles lui sont inférieures. Le tropisme est exemplaire de *la mentalité ethnocentrique*, qui ne conçoit les relations avec l'altérité que sur un mode hiérarchique et qui ne peut appréhender ses propres valeurs que comme s'imposant d'elles-mêmes, donc étant benoîtement celles de tout le monde. Ce qui est particulier ici, c'est qu'il s'agit d'un ethnocentrisme *refoulé* : il ne s'agit plus d'affirmer comme toutes les civilisations de toutes les époques que sa société est supérieure aux autres[1], il s'agit de *se faire croire* que sa propre société a toujours été celle de tout le monde, tout le temps. C'est la posture de l'écrasante majorité des prétentions anti-racistes, cet ethnocentrisme culpabilisé, où l'autre *ne peut être égal à soi que s'il lui est identique.* Reste à le faire être tel, par le discours, ou par l'extension effective du modèle occidental, et à s'amuser des folklores superficiels, *so cute*.

La dégénérescence du rationalisme religieux

L'émergence d'une telle position ne peut se comprendre qu'en faisant un détour par la rationalisation de l'ethnocentrisme basique, qui consiste à faire de [sa propre culture l'aboutissement naturel de la culture de l'autre. La tolérance se fonde alors que la certitude que « l'arriéré » nous rejoindra, *nécessairement*.]

[Cette conception évolutionniste], c'est l'attitude religieuse et particulièrement capitaliste, et surtout marxiste qui en fait une science, le matérialisme dialectique posant les fameux « modes de production », [primitif, esclavagiste, féodal, despotique] qui devaient se succéder afin d'aboutir au capitalisme puis, inéluctablement, au communisme. C'est, par exemple K. Marx, s'inspirant des anthropologues L. Morgan et H. Maine, et voyant

[1] Pour ne prendre que deux exemples évidents, la Chine impériale s'appelait « *Empire du Milieu* » : pour les Chinois, leur pays n'était pas seulement le centre du monde autour duquel s'organisait l'univers ; il s'identifiait quasiment *à l'univers en tant que tel*, puisqu'en chinois le terme *tianxia* signifie « "*ce qui est sous le Ciel" = l'univers connu = la Chine* », cf. É. Balazs, *La bureaucratie céleste. Recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle*, Gallimard, coll. « Tel », 1968, p. 26. Et concernant le Japon : « *Lors de la restauration du pouvoir impériale à la fin du XIX*e *siècle, sous le Meiji, un arsenal idéologique a été mis en place pour seriner à tout enfant et à tout adulte les mythes de l'origine divine de la dynastie impériale, de la supériorité de la race japonaise sur toutes les autres, et de sa vocation à dominer le monde par la force. Doctrine qu'un décret officiel décrit comme "l'idéal le plus élevé de l'humanité, le père de la culture et la mère de la création"* », in J. Gravereau, *Le Japon au XX*e *siècle*, Seuil, 1993 (*édition augmentée*), p. 73. D'une manière générale on lira sur le sujet *Race et histoire* de C. Levi-Strauss, et concernant le monde arabo-musulman Bernard Lewis, *Race et couleur en Islam*. Sur la rationalisation scientifique du racisme occidental, on lira *La société pure – de Darwin à Hitler* d'A. Pichot, Flammarion, 2000.

dans les « *communautés de villages* » de l'Inde de « républiques » égalitaires indépendantes du pouvoir central comme des castes[1]. Ou Engels faisant de l'anabaptiste Thomas Münzer un leader prolétarien avant la lettre[2]. On revoit périodiquement de telles manœuvres d'un ethnocentrisme d'autant plus touchant qu'il est plein de bons sentiments[3] et auquel on peut rattacher le credo de tous les nationalistes arabes, que reprend tel quel Fethi Benslama, comme quoi les *Lumières* auraient eu lieu en Islam, mais auraient été inexplicablement interrompues. Cet ethnocentrisme, qui est aussi, au fond, la position d'un M. Bookchin, n'est ici en rien entamé : il est expliqué, afin de maintenir comme indiscutable son identité propre. Le procédé est aujourd'hui bien grossier, le marxisme comme philosophie de l'Histoire ayant été réfuté, notamment par les travaux de l'ethnologie[4] dont ne s'inspire plus la « pensée » marxiste : la seule manière d'intégrer la différence culturelle sans retomber dans la xénophobie élémentaire reste d'inverser simplement cet inéliminable ethnocentrisme en *xénophilie* – qui exige bien évidemment de rendre toutes les civilisations et tous les individus qui en proviennent, pareils au même. Cet ethnocentrisme présentable est un cri de désespoir, l'expression de la souffrance culpabilisée de l'Occidental dont les dogmes tiers-mondistes successifs (castristes, guévaristes, maoïstes, fanonistes, chavezistes, etc.) se fracassent au contact d'un monde immensément décevant[5]. La culpabilité étant un rempart contre ses responsabilités, reste à élaborer une pensée qui permette d'assumer la réalité et de poser un projet politique.

Du relativisme moderne au n'importe quoi post-moderne

Pourtant, la modernité occidentale avait accouché d'une posture radicalement nouvelle : le relativisme, invention fondatrice de l'anthropologie (appliquée aux autres – ethnologie – ou à soi – sociologie), qui considère comme strictement équivalents, par principe, tous collectifs humains. C'est une création proprement moderne (même s'il était présent dans une moindre mesure dans la Grèce antique) et typique d'une société traversée par le questionnement sur ses fondements, poussée à concevoir son

[1] V. à ce sujet Louis Dumont « *La "communauté de village" de Munro à Maine* » in *La civilisation indienne et nous,* Armand Colin, 1975, p. 111 *sqq.* et, de manière plus complète, du même auteur le classique *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications,* 1966, (réed Tel / Gallimard, 2001), pp. 202-233.

[2] F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne,* disponible sur internet.

[3] ...par exemple concernant la révolte des *Taï-ping* dans la Chine du XIX^{e} s., dont on tait sciemment l'influence occidentale, et surtout protestante, massive. On mettra ainsi en regard le livre de Jean Chesnaux, *Le mouvement paysan chinois. 1840 - 1949* (Seuil, 1976) et celui de Jacques Reclus, *La révolte des Taï-ping (1851 – 1864) – Prologue de la révolution chinoise* (Le Pavillon – Roger Maria Editeur, 1972) avec l'article propagandiste de Ngô Van « *Utopie libertaire antique et guerre de paysans en Chine* », 2004, Revue *Oiseau-tempête* n°11, pp. 55 – 58.

[4] Par exemple le classique *Age de pierre, âge d'abondance : l'économie des sociétés primitives* de M. Sahlins (Gallimard, 1996), pref. de P. Clastres.

[5] Voir à ce sujet Georges Steiner, *Nostalgie de l'absolu,* (1974), Paris, 10 / 18, 2003.

organisation, son fonctionnement, ses valeurs, etc. comme étant sa propre création : si ce à quoi nous croyons ne repose en définitive sur aucune transcendance, ce à quoi croient les autres a autant de légitimité. On voit ici très clairement comment les tendances démocratiques, où la Loi ne repose que sur les personnes réunies, sont indissociables de la curiosité pour le différent. C'est Sade, par exemple, déclarant au XVIII^e^ siècle que « *la morale c'est de l'ethnologie* » : on voit là un auteur occidental faire appel à l'extrême diversité des comportements et des normes morales qui existent dans les diverses cultures non occidentales précisément dans le but de critiquer celles de sa propre culture, en les relativisant. Ce courant a coexisté avec les tendances ethnocentriques et coloniales, et l'histoire mouvementée de l'anthropologie le dit plus que tout : reste qu'il y avait, ici, un élément extraordinaire d'émancipation réciproque. Mais il faisait voler en éclat la religion marxiste et ses présupposés autant que le fonctionnement indiscutable imposé par les dogmes capitalistes-bureaucratiques en Occident. L'entrée dans l'ère post-moderne, il y a une quarantaine d'année, s'est faite au prix de sa liquidation, notamment en en faisant une arme de guerre contre l'émancipation : après tout, comme les principes démocratiques ne reposent sur aucun roc indiscutable, pourquoi les faire valoir ? Autrement dit : comme le ciel est vide, on peut faire, et on laisse faire, n'importe quoi sous couvert de respecter les « particularités » de chacun. C'est, symétriquement, le fantasme d'un retour à un ordre indiscuté, le fameux « retour du religieux », ou le moralisme creux d'un Leo Strauss.

Entre le « tout le monde est pareil » de l'ethnocentrisme et le « chacun fait ce qu'il veut » du relativisme post-moderne, l'antiracisme oscille : être né quelque part suffit pour donner une position de surplomb – éventuellement déniée dès qu'il s'agit des autres ; la diversité réfute toute prétention à une quelconque revendication. On comprend ainsi la curieuse danse du ventre de M. Coleman, qui passe sans prévenir d'une projection de lui-même (ou de ce qu'il aimerait être) sur ses pauvres « *Arabes* » à un respect obséquieux de leur « *foi* » religieuse qu'ils ne sauraient altérer sans se nier eux-mêmes. Les deux postures étant finalement intenables, l'oscillation vaut vacillation – l'actualité française en témoigne régulièrement – et leur point aveugle est évident : *ce qui est doit être*, et le projet politique n'existe pas.

Nos positions

Nos positions transparaissent à travers tout ce qui précède. Elles se basent sur la réfutation du présupposé des postures précédentes. Nous pensons que les peuples *créent* leurs cultures, radicalement et à partir de rien mais en se nourrissant de multiples apports et des contraintes bio-physiques rencontrées auxquelles ils « choisissent » de donner *un sens*[1]. La culture, pour nous, est ce soubassement qui forme

[1] Ce n'est que dans ce cadre qu'il est possible de comprendre la dernière contribution significative quant au « pourquoi » de ces différences civilisationnelles, celle de David Cosandey, *Le secret de l'Occident – Vers une théorie générale du progrès scientifique* (Champs essais, 2007). L'auteur poursuit l'interrogation de F. Braudel dans *Grammaire des civilisations* (Arthaud, 1987) et récapitule pour les réfuter toutes les théories « explicatives » avant de proposer la sienne qui ne saurait, à elle seule, expliquer quoi que ce soit, mais avancer quelques

anthropologiquement l'homme, un imaginaire collectif qui ne prend source qu'en lui-même et que les êtres humains sont capables de transformer comme de tenter de le reproduire à l'identique.

Nous posons la démocratie et l'émancipation personnelle, soit l'autonomie collective et individuelle, comme une *invention* proprement humaine, qui aurait pu ne pas exister, que rien ne vient rendre inéluctable, et que nous choisissons. C'est de ce point de vue-là, résolument moderne, que nous considérons toute différence sur le mode de l'égalité : dans l'absolu, la Charia ne vaut ni plus ni moins que la doctrine taoïste ou l'*Habeas Corpus*. De ce même point de vue, nous proclamons que nous préférons l'*Habeas Corpus*, sans invoquer d'autre raison que notre désir de liberté, que nous ne pouvons considérer, en son propre nom, comme supérieur au désir d'ordre. Ceux qui voient dans nos positions une visée impérialiste comme ceux qui y voient une démission de la raison, ne font qu'affirmer qu'ils ne conçoivent pas que la liberté ne puisse pas s'imposer mais constitue un paradoxe libérateur.

La question n'est donc pas de trier les civilisations ou de distribuer les bons ou mauvais points, comme ne peuvent s'empêcher de le faire ceux qui sont également incapables de penser l'égalité : il s'agit d'identifier *ce dont on parle*, ce que l'on veut, la démocratie et l'autonomie *comme projet*, éventuellement *comme culture historiquement construite*. Comme capacité d'une culture, portée autant par la société que par l'individu quelconque, à se remettre en cause, à délibérer sur son héritage, son histoire, sa tradition, son organisation, ses valeurs ou sa métaphysique, et ce, non pas une fois, mais en principe – et dans le même mouvement de se questionner sur *ceux des autres*. Ce sont les questions : nos lois sont-elles bonnes ? Pensons-nous justement ?, etc. C'est, bien entendu, la philosophie (comme interrogation illimitée), la psychanalyse (à un autre niveau) et la politique comme auto-gouvernement du peuple, soit la *crise ouverte* comme modalité instituée socialement, dans un collectif comme pour une personnalité. Voilà notre projet et ses critères, auxquels nous soumettons tous les individus et toutes les cultures, au nom de l'égalité, de la liberté et du principe qu'il peut être fait sien par qui le souhaite, et qui souhaite le faire vivre là où il est.

Démocratie partout, autonomie nulle part

Les positions opposées aux nôtres sont instructives. Si ce qui est entendu par démocratie, ou autonomie collective, se résume à un certain nombre de droits, ou à l'adhésion des gens au régime politique qui est le leur, ou encore à des discussions d'érudits réunis en cénacles clos[1], il est évident que l'histoire témoigne d'une abondance

éléments de réflexion.

[1] [C'est ainsi que l'on comprendra, par exemple, l'*Éloge de l'anarchie par deux excentriques chinois. Polémiques du troisième siècle*, traduit et présenté par Jean Levi, Ed. Encyclopédie des nuisances, 2004. On lira, en regard,le très salutaire livre de J.-F. Billeter, *Chine trois fois muette : essai sur l'histoire contemporaine et la Chine* ; suivi de *Bref essai sur l'histoire chinoise d'après Spinoza*, Paris, Allia, coll. « Petite Collection », et du même auteur, concernant la question du relativisme ici appliquée spécifiquement à la civilisation chinoise, *Contre François Jullien*, Paris, Allia, coll. « Petite Collection », 2006].

(toute relative) de cultures et civilisations dont nous pouvons nous réclamer – mais il faut alors se contenter peu ou prou d'une défense du *statu quo* occidental... Si, *a contrario*, nous désirons une société qui s'interroge sur sa propre identité, s'affrontant à sa propre altérité comme à celle d'autres, proclamant que rien ne vient transcendentalement justifier ses valeurs et son fonctionnement, alors les données changent. En ce cas, il faut reconnaître que la quasi-totalité du monde comme de l'histoire (y compris tout un versant de celle de l'Occident et son actualité) non seulement ne porte pas ce projet, mais n'y adhère *qu'à grands frais*.

Définir ainsi notre visée implique de pointer là où elle n'est pas, sans faux calculs ni démagogie, et d'abord là où l'on est : les « démocraties occidentales » sont pour nous des oligarchies libérales qui piétinent les acquis du projet d'autonomie depuis la fin du mouvement ouvrier et des luttes parcellaires qui l'ont suivi[1]. De la même manière, et selon les mêmes critères, on ne peut se réclamer des régimes « libéraux » qui ont pu exister[2], à l'occasion d'une conversion personnelle (au bouddhisme pour *Açoka* dans l'Inde du III^e^ siècle avant l'ère chrétienne, par exemple), d'une conquête à affermir (les fameux « cylindres » du roi perse *Cyrus II* juste après sa prise de Babylone en 539 av. J.-C.), en fonction d'une tradition (certaines périodes de l'empire du Mali) ou encore par contamination occidentale[3] (l'empereur moghol *Akbar Shâh* au début du XIX^e^ s.). Il ne sera jamais question, même concernant l'horizontalité des tribus, de remettre en cause ses propres croyances par les premiers intéressés[4]. Parallèlement, le fait de tenir des assemblées[5] n'en fait en rien des organes de remise en cause radicale de l'institution de la société : les assemblées des villages slaves, les *vetché* et les *mir*, n'ont été pleinement démocratique que sous l'influence occidentale, qui les transmua en *soviets*[6] avant qu'ils

[1] On lira par exemple notre tract « *La démocratie contre les élections* », avril 2007, [ou « *Donner sa voix ou prendre la parole* », avril 2012], disponibles sur le site.

[2] C'est ainsi l'approche de J. Baechler, *Démocraties,* (Calmann-Levy, 1985) ou, de manière bien plus idéologique, Amartya Sen, *La démocratie des autres – pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'occident* (Payot, 2005).

[3] C'est dans cette catégorie qu'on placera un grand nombre d'ouvrages prétendant traiter de la question par l'intermédiaire d'expériences rapportées, ainsi *Démocratie d'ailleurs* de C. Jaffrelot (Karthala, 2000), qui n'évoque que les expériences de « démocratisations » modernes plus ou moins heureuses réalisées dans les pays non-occidentaux suite aux décolonisations.

[4] Comme le fait Jean Baechler, *op. cit*. On retrouve ici une fort mauvaise lecture de l'ouvrage de Pierre Clastres *La société contre l'État* qui nourrit encore les fantasmes primitivistes. Dans les chefferies qu'il décrit, la lutte contre toute tentation hégémonique remplit certes une fonction auto-limitative à l'égard du pouvoir, et l'acéphalie de l'organisation sociale est bien posée comme devant toujours être conquise, et défendue, contre toute dérive hiérarchique. Mais personne ne songe à fonder la vie tribale sur d'autres valeurs que celle de la tradition des ancêtres. De Clastres, on lira le trop peu connu *Recherches d'anthropologie politique,* 1980.

[5] Critère unique, et non discuté, de l'ouvrage de M. Detienne (dir.) *Qui veut prendre la parole ?* (Seuil, 2003), qui, lui, considère posément que toute assemblée est démocratique.

[6] Sur ce sujet, on lira parallèlement Oscar Anweiler *Les Soviets en Russie, 1905 - 1921* (NRF, 1972), Gallimard, 1997, dont la préface de P. Broué ainsi que le premier chapitre sont dispo-

soient anéantis par le putsch bolchevique d'octobre 1917. Les *choura* musulmans traditionnels étaient des alliés du despotisme religieux et se transformèrent fugacement, de la même manière, en organes « révolutionnaires » dans l'Iran de 1978[1]. L'*Althing*, le parlement islandais de l'an mille, les assemblées traditionnelles basques, ou les *États généraux* de la monarchie médiévale française étaient des lieux de gestion de l'existant, avant l'irruption de la modernité. Ceux qui nous accuseront de chipotage sont les premiers à dénoncer la cogestion des entreprises dans lesquelles les salariés n'ont rien à dire quant à l'organisation du travail ou surtout ses finalités : plus même, l'écrasante majorité des assemblées générales qui se tiennent lors des luttes sociales[2] sont pour nous essentiellement des lieux de socialisation et d'emprise syndicale ou groupusculaires.

On peut être moins sévère : mais la bonne conscience qui en résulte ruine tout simplement le terrain à partir duquel il est possible de critiquer radicalement l'Occident, et de permettre [sa profonde transformation et] l'invention de nouvelles sociétés. Celles-ci ne pourront se faire qu'à partir des histoires particulières, et de ce qu'on peut interpréter *rétrospectivement* comme un affleurement des tendances à l'autonomie, mais certainement pas en enfermant les civilisations dans le carcan de leur passé, fût-il paré, en *catimini*, de qualités exogènes.

Pour un renouveau du projet d'autonomie

Le procès lamentable de M. Coleman comportait tous les traits d'un jugement stalinien avec sa cohorte sinistre d'accusations performatives, de diffamations, d'insinuations, de divagations, de falsifications, d'inventions de preuve et d'amalgames : tout est permis à l'accusation, qui a raison, *par principe*, contre les « vipères lubriques » dissidentes, dont la simple existence doit expliquer *à elle seule* la dégénérescence d'une Cause devenue monstrueuse. Mais les gens comme M. Coleman ne sont pas, en France, juges, commissaires ou savants – sans doute le deviennent-ils progressivement depuis que la « BHL-isation » accélérée balaye les repères les plus élémentaires – et quelques lignes suffisent. L'anti-fascisme dont se targue notre contempteur se désagrège de lui-même dès qu'on s'y attarde avec un peu de bon sens, et surtout révèle de bien tristes

---

nibles sur le site, et A. Skirda, *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917,* éditions de Paris, 2000.

[1] Cf. S. Bricianer , *Une étincelle dans la nuit – Sur la révolution iranienne 1978-1979,* Ab irato éditions, 2005, où il apparaît très clairement que des prémisses à la fin de l'insurrection iranienne, la subversion des *Chouras* est toute relative, puisque dominées de part en part sinon par le clergé lui-même, du moins par une religiosité (affichée ou non mais dans tous les cas omniprésente). On ne s'en étonnera pas, connaissant l'histoire de cette institution consultative juridico-religieuse dans le monde musulman, mais on regrettera par contre que l'auteur l'ait passée sous silence, et que les éditeurs enthousiastes aient traduit le terme en « *assemblée de base* » en le plaçant en couverture... Cf. par exemple F. Khosrokhavar, *L'Utopie sacrifiée – Sociologie de la révolution iranienne,* Presse de la FNSP, 1993.

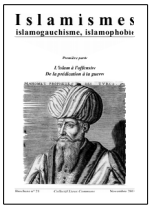
[2] Cf. notre tract « *Pour des assemblées générales autonomes* », octobre 2010, et plus généralement sur les mouvements sociaux notre brochure *Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins*, *op.cit.*, disponible sur le site.

présupposés, dont l'incapacité tant à porter la critique de ses propres déterminations qu'à considérer d'autres possibilités de faire collectivité. Nous voulons l'un comme l'autre et considérons que la critique radicale de l'oppression occidentale est inséparable d'une critique radicale de toutes les sociétés, – y compris et surtout celles qui prétendent représenter une alternative, qu'elles soient néo-traditionnalistes et/ou prétendument « révolutionnaires », passées, présentes ou à venir. Nous voulons l'égalité et la liberté pour tous et pour toutes, nous cherchons la vérité, et, sur ce chemin, comme dirait Nietzsche, nous rencontrons beaucoup d'ennemis.

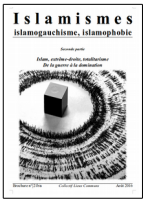
Un peu partout dans le monde naissent aujourd'hui des mouvements, aussi ambivalents que salvateurs, et ils iront en s'amplifiant et se dramatisant devant les multiples impasses auxquelles conduit le modèle occidental et son enterrement de la modernité. Un réveil politique peut en émerger, mais il aura alors à réinventer une conception du monde qui se dégage clairement des aliénations traditionnelles comme des dominations que le XX^{e} siècle a inventées. Cela exige de remettre à plat toutes les pensées héritées, et particulièrement les idéologies décomposées qui parasitent les réflexions d'ampleur et empêchent de comprendre et de combattre les réalités les plus désagréables qui prolifèrent d'autant. La seule boussole disponible est celle d'un projet de société, des critères qui lui sont attachés, et de notre volonté de la faire advenir, et d'abord là où disparaissent les principes mêmes qui rendent la discussion possible. Les crises civilisationnelles que nous commençons à traverser iront croissant et leur dénégation ne peut que les approfondir, renforçant les extrêmes droites, religieuses ou non, autochtones ou néo-coloniales, qui poussent à l'affrontement généralisé en s'auto-alimentant. Les tenants de la lutte de la liberté ne peuvent qu'être pris entre deux feux, chaque camp tentant de rabattre leurs positions sur celles de l'ennemi. Place passablement inconfortable, et aujourd'hui désertée d'autant : elle sera, sous peu, pleine de tous ceux qui décident de sortir du silence pour ne pas entrer en barbarie.

Collectif Lieux Communs, mai – novembre 2011

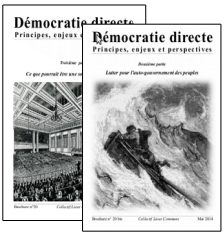
Idéologies contemporaines
Effondrement et permanence du politico-religieux
Analyses, entretiens, exposé, notes, éditorial
Brochure n°22
Juin 2017



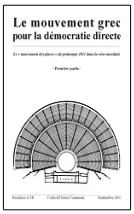
Islamismes, islamogauchisme, islamophobie
L'islam à l'offensive
Tract, entretien, recension, exposés, analyse
Brochures n°21 & 21 bis
Nov. 2015 – Août 2016



Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives
Tract, analyses.
Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



(...)



Le mouvement grec pour la démocratie directe du printemps 2011
Témoignages, entretiens, analyses, documents.
Brochure n° 18 & 18 bis – Sept.- Oct. 2011

Les soulèvements arabes face au vide occidental
L'exemple tunisien
Témoignages, entretiens, analyses.
Brochure n° 17 & 17 bis – Avril-Mai 2011

Octobre 2010, une lutte à la croisée des chemins
Retour sur le mouvement contre la réforme des retraites
Analyses, tracts, comptes-rendus.
Brochure n° 16 – Mars 2011

Déclaration

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives », et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société.*

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre la *prudence* dans le domaine techno-scientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif du pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et de rotation des tâches. Et on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Parallèlement à la disparition de tout véritable conflit politique, nous assistons au surgissement des "questions identitaires" face auxquelles la "gauche" reste perplexe : s'il apparaît facile de dénoncer les appels à une "identité nationale" franco-française, on ne sait trop que faire de l'affirmation croissante des origines culturelles. C'est que le recours à "l'identité" est une fantastique régression qui mène à un affrontement sans issue.

Il semble pourtant possible de retourner ces tendances mortelles en renvoyant chacun à son identité politique : non pas ce qui nous détermine par le hasard de notre naissance, l'éducation que nous avons subie, la tradition de notre famille ou la classe sociale de notre quartier, mais bien ce que nous, individus responsables décidons de faire de tout cet héritage, la critique que nous pouvons en formuler et qui dessine un projet pour nous-mêmes et la société dans laquelle nous voulons vivre.

A cette aune, les clivage se clarifient. La question n'est plus d'être français ou arabe, immigré ou natif, musulman ou athée de naissance, blanc ou noir, mais bien de se prononcer pour ou contre l'émancipation de tous et de chacun, pour ou contre la reprise de ce mouvement historique qui cherche la liberté et l'égalité. Simple mais exigeante, cette posture renvoie chacun d'entre nous à nos véritable déterminations, mais surtout à nos choix fondamentaux. Elle balaye les illusions tenaces assénées comme des évidences par la bien-pensance "de gauche", la nostalgie "de droite" ou le communautarisme des "minorités".

Toute volonté de transformation radicale de nos société ne peut se faire qu'à partir d'un véritable projet social et politique qui s'enracine dans un grand mouvement historique occidentale qu'il s'agit de nous approprier, qui que nous soyons. Rien ni personne ne peut échapper à la critique féroce qu'il y a à formuler tous azimuts pour que cesse ces chantages aux origines.

Non, l'identité n'est pas l'apanage des mouvements d'extrême droite, nationale, musulmane ou autre : extraite de sa gangue originelle, elle peut être l'occasion de nous réapproprier l'histoire de l'humanité comme celle de chacun afin de lutter pour l'avènement d'un monde libre et responsable.

Lieux Communs est un collectif politique indépendant qui vise à une auto-transformation radicale de la société.
Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr

Brochure n°19 : 10e tirage